



Triennale



de l'éducation et de la formation en Afrique

Compétences critiques pour le développement durable de l'Afrique

La triennale représente un moment privilégié de dialogue politique entre tous les acteurs de l'éducation en Afrique (ministres, représentants des agences de coopération, société civile, secteur privé, chercheurs, etc...). Le thème de cette année représente un enjeu très particulier. Il touche tous les secteurs de développement. Mais il permet aussi à l'Afrique de se projeter dans l'avenir, à un moment où différents indicateurs ouvrent des perspectives plutôt prometteuses pour notre continent.

En rassemblant tous les acteurs du développement autour d'une problématique commune, celle du développement durable, l'ADEA contribue à sortir l'éducation et la formation de leur isolement et les ancre fortement dans les politiques et stratégies de développement des pays africains.

La triennale de Ouagadougou innove sur plusieurs points. Elle élargit ses réflexions à de nouveaux acteurs tels que la diaspora

africaine et le secteur privé. En organisant une journée Corée Afrique, elle développe un partenariat avec un pays émergent dont la situation était similaire à celle de plusieurs pays africains il y a cinquante

Education et formation pour le développement durable de l'Afrique

Eduquer et former pour que les jeunes sachent d'où ils viennent, où ils en sont et où ils vont

Eduquer et former pour que la génération d'aujourd'hui ne soit pas une génération sacrifiée

" La liberté "
Sculpture, Damien Kaboré (Burkina Faso)

continu page ... 2>

Focus

Triennale de l'ADEA 2012

▼ **Focus**

Compétences critiques pour accélérer le développement durable de l'Afrique

Editorial.....	1
Education-formation pour le développement durable	3
La Triennale : Forum pour le dialogue	6
Aller à l'essentiel.....	7
Développer les compétences techniques et professionnelles	9
L'éducation à travers les sciences.....	11
Un processus de concertation partenariale	13
La voix des jeunes	15
La diaspora africaine s'engage.....	16
Les conflits détruisent l'éducation en Afrique.....	21
Le FAVE fête ses 20 ans.....	22
Ressources de la Triennale.....	25
▼ Livres	
Bouba et Zaza	14
▼ Calendrier	
Calendrier de la Triennale.....	28

Fin de l'éditorial

ans, et dont l'expérience peut inspirer valablement les dirigeants africains.

Enfin, en mettant la question de l'éthique, des valeurs et de la gouvernance au centre des préoccupations de la Triennale, elle introduit dans les débats une dimension spirituelle inhabituelle pour ce genre de rencontres, mais absolument indispensable pour rassurer de larges groupes de la société africaine qui ont de la peine à trouver leurs repères et qui ont de moins en moins confiance dans le devenir de leurs pays.

Le succès de cette Triennale ne dépendra pas seulement des discussions que va engendrer le thème. Il sera tributaire aussi des leçons apprises et des pistes de travail proposées, et surtout du suivi qui sera mis en place.

Nous avons grand espoir que toutes les parties prenantes de l'éducation et de la formation en Afrique verront dans cet événement majeur qu'est la rencontre de Ouagadougou une occasion unique pour se projeter dans un avenir plein d'espoir pour le développement durable de tout le continent africain. ▶

Ahlin Byll-Cataria

Secrétaire exécutif de l'ADEA



Triennale 2012

Ouagadougou, Burkina Faso, 13-17 février 2012

Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique : comment édifier et concevoir une réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation

Il y a un an, les ministres africains de l'éducation et de la formation, leurs partenaires extérieurs du développement et les parties prenantes de l'éducation en Afrique ont considéré qu'il s'agissait là d'une question essentielle, dans leur quête pour améliorer la qualité et la pertinence des systèmes d'éducation et de formation en Afrique,

La Triennale présentera les leçons apprises des recherches et des investigations menées par l'ADEA pour répondre à cette question. Elle se penchera également sur les réformes et les changements de paradigme nécessaires pour produire le capital humain dont l'Afrique a besoin.

Eduquer et former les artisans et les agriculteurs pour les aider à passer d'une économie de subsistance à une économie de croissance et de développement

Eduquer et former pour que les jeunes jouent un rôle actif dans la transformation de leur pays et continent

Eduquer et former les adultes en même que les jeunes pour que la formation tout au long de la vie devienne un bien commun accessible à tous

Education-formation pour le développement durable

Défis, enjeux et perspectives pour une Afrique prospère dans le 21^{ème} siècle

Par Mamadou Ndoye

Le devenir de l'Afrique est au cœur de la thématique de la Triennale 2012. Celle-ci engage à relever les défis cruciaux : pauvreté chronique, pandémies et épidémies, sécheresse et désertification, crise alimentaire, conflits et guerres civiles, fractures scientifiques, technologiques et numériques qui accentuent le décrochage de l'Afrique.

La Triennale oriente aussi vers la valorisation des avantages comparatifs et des réserves de développement de l'Afrique : population majoritairement jeune alors que les populations des autres régions du monde sont vieilles ou vieillissantes ; immenses ressources minières, hydrauliques, forestières et énergétiques ; patrimoine linguistique et culturel inexploité ; population féminine dont le potentiel économique et social est loin d'être mis pleinement à contribution du fait des limites imposées par l'analphabétisme et diverses barrières discriminatoires.

L'Afrique réussira-t-elle cette double entreprise pour se positionner comme le continent du XXI^{ème} siècle en termes de développement accéléré et durable?

La réponse que cherche l'exercice préparatoire à la triennale ne s'inscrit dans aucune perspective fataliste ou fondée sur la projection de constantes pour construire l'avenir. Ni dans les scénari afro-pessimistes ou, au contraire, afro-optimistes.

La survie et le mieux-être des sociétés africaines vont dépendre de la capacité de ses filles et de ses fils à accomplir les ruptures qui inversent les tendances négatives et produisent les changements structurels et les sauts qualitatifs permettant d'entrer dans un cercle vertueux d'épanouissement et de prospérité.

Il se trouve que dans le monde d'aujourd'hui et, encore plus, dans celui de demain, le savoir et l'innovation sont devenus les forces et les facteurs les plus décisifs de transformations sociale et culturelle, de développement économique accéléré et de développement durable. Autrement dit, l'éducation et la formation constituent des leviers incontournables pour impulser un processus de développement durable en Afrique.

" L'éducation pour tous " Sculpture, Ziba Anatole (Burkina Faso)



continué page ... 4>

Mais quelle éducation et quelle formation s'agit-il ?

L'analyse des études, des réflexions et des autres contributions à la thématique de la Triennale révèle une richesse et une diversité de réponses liées certainement aux différences de points de vue des parties prenantes et de contextes nationaux/régionaux. Toutefois des convergences fondamentales émergent ici :

- ▶ Le savoir et l'innovation requis n'opèrent efficacement que lorsque les politiques d'éducation et de formation deviennent stratégiques, en répondant adéquatement aux problématiques et besoins spécifiques d'un projet de développement fondé, dans un contexte donné, sur une vision réaliste du futur ;
- ▶ Seule une éducation et une formation inclusives et de qualité permettent de former et de mobiliser le stock et le niveau nécessaires de savoir et d'innovation pour réussir les tâches d'un développement accéléré et durable ;
- ▶ La qualité en question ne se réduit pas à la maîtrise des connaissances, serait-ce par tous, comme le préconise la culture de la qualité, mais se focalise sur la capacité de tous à utiliser les acquis de l'éducation et la formation pour rechercher et trouver des solutions face à un contexte problématique ;
- ▶ L'éducation et la formation ne peuvent développer de telles capacités que si elles alignent leurs finalités et leurs buts sur la demande de la société et de l'économie et adaptent en conséquence les curricula en les refaisant dans la confrontation de l'apprentissage avec les défis à relever et les atouts à valoriser dans l'environnement spécifique à développer ;
- ▶ Ces changements de paradigmes risquent de ne pas dépasser le stade des intentions s'ils ne sont pas suivis, dans la mise en œuvre sur le terrain, d'une subversion des pratiques d'enseignement ou de transmission des savoirs par une centration sur l'apprentissage comme processus de construction par l'apprenant de compétences pour vivre

et travailler dans la dignité, participer à son épanouissement personnel et au développement collectif...

Les études et les réflexions préparatoires posent donc l'exigence de réformer, voire de refonder, les politiques et les systèmes actuels, extravertis et élitistes, qui ne s'inscrivent pas dans ces perspectives. Les changements impliqués tournent autour du concept central de la thématique de la Triennale : celui de compétence critique pour le développement durable. Concept central dans l'apprentissage parce que la compétence intègre et mobilise connaissances théoriques, procédurales et d'environnement, ou savoir-faire et savoir-être, pour promouvoir des approches inter-et-transdisciplinaires. Concept central dans la relation interactive avec le milieu car elle développe la capacité d'utiliser ces connaissances pour résoudre des problèmes, prendre des décisions éclairées, réaliser des projets... Concept central dans les transformations à opérer : la construction de la compétence développe la capacité à inventer des solutions face à des problèmes inédits, autrement dit articule savoir et innovation.

Le caractère critique des compétences visées par la Triennale ajoute une autre dimension majeure car la compétence critique est porteuse d'une force primordiale des sociétés humaines pour répondre aux urgences de survie du présent et aux exigences de construction d'un avenir meilleur.

Quelles compétences critiques pour le développement accéléré et durable de l'Afrique ?

Les articles qui suivent répondent de manière plus analytique aux compétences visées :

- ▶ **Compétences de base** pour promouvoir, chez tous et sans exception aucune, une citoyenneté africaine consciente, responsable et active face aux exigences environnementales, de solidarité so-

ciale, de comportements de production et de consommation, de construction démocratique, de paix et d'apprentissage tout au long de la vie que nécessite le développement durable ;

- ▶ **Compétences techniques et professionnelles** pour renforcer la transition de la formation au monde du travail et lutter contre le chômage croissant des jeunes, développer l'esprit d'initiative et la création d'entreprises, augmenter la productivité du travail et élever la compétitivité de l'économie, notamment informelle, afin d'accélérer la croissance économique et d'éliminer la pauvreté chronique;
- ▶ **Compétences scientifiques et technologiques** pour faire entrer l'Afrique dans l'ère des économies basées sur le savoir et l'innovation, élever la recherche et la formation au niveau international, produire des connaissances scientifiques pertinentes pour répondre aux problématiques de développement local, former des capacités d'innovation et diffuser largement la culture scientifique notamment à travers le développement de communautés et de sociétés prenantes.

Dans le sens des réformes évoquées ci-dessus, la promotion de compétences critiques pour le développement accéléré de l'Afrique demande une identification rigoureuse et une compréhension profonde des problèmes à résoudre. Il faudra revisiter l'histoire de l'Afrique, de la fierté des origines à la prise de conscience des désillusions des indépendances en passant par les handicaps lourds provoqués par la traite des esclaves et la colonisation. Ce travail d'introspection à travers l'éducation représente un premier pas, pour surmonter divers obstacles d'ordre psychologique, sociologique, culturel et idéologique qui brouillent la vision de l'Afrique et des Africains sur le présent et le futur.

Un second pas consiste à mesurer l'impact du retard quantitatif et qualitatif de l'Afrique en matière d'éducation et de formation sur les différentes dimensions du

développement pour comprendre et traiter convenablement :

- ▶ les stratégies hégémoniques de subsistance économique et leurs relations avec la spirale de l'appauvrissement,
- ▶ l'impact du réchauffement climatique en termes de sécheresse, de désertification et de crise alimentaire,
- ▶ les contraintes liées au fort croît démographique et la possibilité de tourner celles-ci en ressources,
- ▶ les entraves à la démocratie, à la paix et à l'intégration africaine articulées aux nombreux conflits internes et au morcellement en petits Etats peu viables.

C'est bien dans cette voie qu'oriente le triptyque de la vision du futur de l'Union Africaine (UA), - paix intégration et prospérité-, qui se construit principalement sur deux piliers : le mouvement de la renaissance africaine et le plan d'action consolidé en matière de science et de technologie.

Cette construction, - tout comme celle des systèmes d'éducation et de formation qui la soutiennent - constitue une entreprise immense et de longue haleine. Mais l'immensité de la tâche n'est pas ici une raison pour différer mais plutôt pour amorcer dès aujourd'hui le processus.

A cet effet, le travail préparatoire entrepris pour la Triennale propose quatre points d'appui ou d'entrée dans le processus de construction.

Premièrement, il s'agit de formuler des orientations de politiques stratégiques d'éducation et de formation qui rompent avec une logique de fonctionnement pour adopter une logique de développement à long terme axée sur la demande et alignée sur les moteurs de la croissance économique accélérée, les exigences de la citoyenneté responsable et active, la construction de sociétés inclusives la promotion de la paix et d'économies basées sur le savoir et

l'innovation. Certains pays africains comme le Kenya, le Ghana ou Maurice s'y exercent.

Se pose alors, en second lieu, la nécessité pour chaque pays, voire chaque région de l'Afrique, de structurer et d'opérationnaliser ces orientations dans l'élaboration d'un cadre stratégique de développement des compétences. Un tel cadre articule la vision à long terme et l'identification des secteurs prioritaires, des avantages comparatifs et des atouts de développement aux besoins et défis actuels et futurs en compétences sur la base de diagnostics rigoureux et d'études prospectives. Il procède alors, à partir de ces données et perspectives, fondées sur des connaissances scientifiques et techniques, à la planification stratégique du développement des compétences nécessaires en y impliquant tous les acteurs et parties prenantes de l'éducation et du développement. Dans ces processus, la promotion de capacités d'adaptation aux mutations profondes et rapides qui bouleversent le monde, en particulier sous l'impulsion d'une révolution scientifique, technologique et médiatique devenue permanente, doit représenter une dimension critique. Faute de quoi, les compétences planifiées et acquises deviennent vite obsolètes face aux nouveaux défis. Au-delà des systèmes actuels formels, non-formels et informels d'éducation et de formation, il faudra identifier et mobiliser dans un cadre holistique le potentiel d'apprentissage de tous les secteurs pour promouvoir des communautés et sociétés apprenantes capables d'assurer à tous et à toutes, en tout lieu et à tout âge, la possibilité réelle de partager et de développer le savoir.

Les nécessaires partenariats à tisser aux niveaux central et décentralisés, non seulement au moment de l'élaboration des politiques et des cadres stratégiques mais aussi pour mobiliser le potentiel d'éducation et de formation de la société et de l'économie dans la mise en œuvre,

commandent un troisième pas : adopter une charte de gouvernance partenariale et participative. La charte définit les principes, les acteurs, le champ d'action et les rôles et responsabilités de l'Etat, des communautés, de la société civile, du secteur privé et des autres acteurs et partenaires de l'éducation œuvrant solidairement pour promouvoir et mettre en œuvre les orientations de politique et le cadre stratégique de développement des compétences, y compris l'apprentissage tout au long de la vie.

C'est là une condition d'accessibilité, de pertinence, d'efficacité externe ou d'impact et d'appropriation nationale et locale de l'éducation et de la formation afin que celles-ci soient effectivement mises au service de la demande de la société et de l'économie pour impulser en progrès économique, social, politique, culturel.

En dernier lieu, soulignons que l'importance de l'entreprise de refondation des systèmes ne doit pas faire oublier que l'éducation et la formation sont des conditions nécessaires mais pas suffisantes de développement. Pour réaliser l'impact attendu, il convient d'inscrire de telles stratégies dans une œuvre de transformation sociale globale qui exige également des changements et de nouvelles dynamiques dans les secteurs de la production économique, de la préservation de l'environnement, de l'équité sociale, de la santé, de la gouvernance politique et de la démocratie ...

C'est bien dans l'interaction entre ces dynamiques de transformation et celles de l'éducation et de la formation que se joue l'entrée de l'Afrique dans un cercle vertueux de développement durable. ▶

Mamadou Ndoye est un des coordonnateurs généraux de la Triennale 2012. Il a également été ministre de l'Éducation du Sénégal et Secrétaire exécutif de l'ADEA.

Un Forum pour le dialogue



La Triennale vise à être un catalyseur de changements

Organisée par l'ADEA depuis 1993, la biennale (maintenant Triennale) est l'évènement régional et mondial le plus significatif concernant l'éducation en Afrique.

L'importance de l'évènement réside dans le niveau de la participation – plus de 700 personnes sont attendues à la Triennale 2012, dont une soixantaine de ministres africains – que dans la teneur des discussions, qui sont ancrées dans un solide travail de recherche et de concertation avec les acteurs de l'éducation et de la formation et d'autres secteurs de développement.

Point culminant des activités de l'ADEA, la Biennale / Triennale demeure avant tout un forum pour le dialogue sur les politiques éducatives. A cette occasion, ministres de l'éducation et de la formation, organismes de coopération et de développement, chercheurs, praticiens et autres professionnels sont engagés dans des discussions intenses sur un sujet identifié comme étant crucial, avec l'objectif d'impulser des changements nécessaires pour améliorer la qualité et la pertinence des systèmes d'éducation et de formation.

Cette année, le thème de la Triennale est : Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique : comment édifier et concevoir une réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation ?

Le travail préparatoire de la Triennale a mis en lumière la nécessité de créer une masse critique de citoyens incluant :

- ▶ des citoyens capables de favoriser les changements sociaux, culturels et politiques nécessaires pour le développement durable de l'Afrique ;
- ▶ des travailleurs possédant les compétences permettant d'améliorer la productivité du travail et de stimuler la croissance économique ;
- ▶ des ressources humaines hautement qualifiées qui contribueront à la production de connaissances scientifiques et d'innovations technologiques ainsi qu'au développement de sociétés de la connaissance compétitives au niveau mondial. L'ADEA s'est penché sur ces trois domaines de développement du capital humain sous l'angle des connaissances, compétences et qualifications essentielles requises.

Au cours de l'année écoulée, l'ADEA a effectué des recherches, rassemblé les expériences pays et rencontré des acteurs et parties prenantes clé, avec la volonté d'étendre la plateforme de dialogue politique au-delà du secteur de l'éducation. Aussi a-t-elle mené des consultations auprès du secteur privé, de la société civile et des jeunes et impliqué dans ses activités préparatoires les secteurs de la santé, de l'environnement et de l'agriculture ainsi que des ministères de la finance, de l'emploi et du développement rural.

Les résultats des travaux de l'ADEA ont été synthétisés et seront présentés à Ouagadougou.

La Triennale se penchera également sur les réformes et les changements de paradigme nécessaires pour produire le capital humain dont l'Afrique a besoin.

A number of events will be gravitating around the Triennale (see calendar on the back page), including The Caucus of African Ministers of Education (February 16), the Diaspora Day (February 11), and the Korea Africa Day (February 12). A knowledge and Innovation Fair will also feature innovative and cutting edge projects and initiatives.

More information on ADEA Biennales and Triennales is available on the ADEA website www.adeanet.org ▶

Aller à l'essentiel

Une réforme radicale et intégrée du développement durable commence par le programme

Par Wim Hoppers et Amina Yekhlef

Le plus grand défi des systèmes d'éducation : servir les besoins de tous les apprenants individuels de manière à prendre en compte les besoins plus larges des communautés et de la nation dans son ensemble.

Dans l'agenda de révision de l'apprentissage des compétences et des aptitudes, aucun niveau n'est plus urgent que celui de l'enseignement de base. Celui-ci englobe l'apprentissage initial des enfants lors du développement de la petite enfance (DPE), l'enseignement primaire et l'enseignement de base des jeunes déscolarisés et des adultes.

Nous pouvons parler d'un socle commun d'éléments fondamentaux qui se compose des connaissances, compétences et aptitudes de base, ainsi que d'attitudes et de dispositions appropriées - à acquérir par le biais des diverses filières d'apprentissage reconnues : formelles, non formelles ou informelles ; dans un établissement ou dans le cadre du travail ; en face-à-face ou à distance ; laïc ou religieux ; ou par toute combinaison de ces formes d'apprentissage. Cet article examine le travail analytique entrepris en préparation aux discussions de la Triennale de l'ADEA sur le sous-thème un : socle commun de compétences pour un apprentissage tout au long de la vie et un développement durable en Afrique.

Nécessité d'avoir des systèmes éducatifs réactifs

Les systèmes d'éducation en Afrique sont actuellement confrontés à une question essentielle : concevoir une réponse permettant l'acquisition d'un apprentissage pertinent et approprié de la manière la plus efficace.

La Biennale de Maputo de l'ADEA qui s'est tenue en 2008 a été une contribution importante en reconnaissant la nécessité d'aller vers des systèmes diversifiés, flexibles et intégrés pouvant mieux répondre aux besoins d'apprentissage de tous. La Triennale 2012 se concentrera sur les politiques et programmes permettant d'aller dans cette direction, ainsi que sur la qualité et l'efficacité des formes d'apprentissage en rapport avec les besoins du développement durable. Le plus gros défi des systèmes d'éducation consistera à répondre efficacement aux besoins de tous les apprenants individuels de manière à prendre en compte les besoins plus larges des communautés et de la nation dans son ensemble.

Un autre défi concerne l'acquisition d'un socle commun de compétences (SCC) pour le développement durable. Il s'inscrit dans la continuité des travaux de la conférence mondiale de Jomtien de 1990 sur l'Education pour Tous qui a défini les « besoins d'apprentissage de base ».

Il est nécessaire de renforcer et de capitaliser en permanence sur le socle commun de compétences par l'apprentissage tout au long de la vie en permettant ainsi aux jeunes et aux adultes de poursuivre leur propre dévelop-

pement et d'adapter leurs compétences et leurs aptitudes à l'évolution des besoins en vue de leur participation socio-économique, culturelle et politique active. Cet apprentissage continu a une valeur ajoutée en raison de la nécessité de renforcer les capacités et d'autonomiser les peuples africains.

Mais l'acquisition générale d'un socle commun de compétences ne peut se faire sans aller vers l'adoption d'une approche holistique, intégrée et inclusive de l'éducation de base. Instaurer un socle commun de compétences exige également la reconnaissance totale des filières alternatives d'éducation et de formation dans le système ; et une réforme axée sur des processus et résultats d'apprentissage pertinents pour la vie des apprenants et dans le contexte du développement durable.

Toutefois, ce sont les pays qui sont responsables de choisir les types de socles communs de compétences et les combinaisons qui conviendront le mieux à leur contexte. Dans le même temps, chaque pays s'inscrit également dans le monde globalisé et est donc forcé de s'intéresser aux compétences qui permettront à l'ensemble de ses apprenants de fonctionner de manière utile et constructive dans cet environnement. Les socles communs de compétences varieront également en fonction du contexte et des dispositions des apprenants.

Politiques pouvant engendrer un changement

Bon nombre de socles communs de compétences font partie, de différentes façons,

des efforts déployés pour améliorer la pertinence de l'éducation pour les différents groupes d'âge, des apprenants préscolaires jusqu'aux adultes. Ces innovations importantes ont été développées aussi bien dans des cadres formels que non formels de l'éducation. Cependant, la nature complexe d'un grand nombre de ces compétences exige une plus grande attention et un développement systématique des unes par rapport aux autres dans l'ensemble du programme scolaire.

Étant donné l'importance considérable de l'alphabétisation et de la lecture précoce, il faudrait les introduire dans la langue maternelle. La base des compétences cognitives et scientifiques se construit au cours des premières années de la vie de l'enfant, en stimulant son intelligence, sa curiosité et sa créativité.

Un intérêt précoce pour les sciences doit être éveillé à l'école et au niveau du primaire avec tout le soutien parental possible. Des enseignants formés devraient capitaliser sur l'intérêt naturel des enfants pour leur environnement, et agir de manière constructive en utilisant leur propre appréhension du monde.

Dans plusieurs pays, l'exploration des modalités de l'éducation pour la paix constitue un volet important des compétences sociales. Des progrès ont été réalisés dans ce sens en permettant aux jeunes de mener une réflexion plus approfondie sur les questions des conflits et de la paix et également de développer des valeurs comme la tolérance, le respect de points de vue et de traditions culturelles différents ainsi que des compétences en matière d'édification de la paix.

La tendance actuelle qui n'accorde de valeur aux compétences essentielles que par rapport à leur pertinence pour le marché du travail revient à nier leur sens plus large pour la vie des jeunes et des adultes ainsi que pour les dimensions sociales, culturelles et environnementales du développement durable. Ceci implique la nécessité de lier l'appren-

tissage à l'école et celui de l'environnement familial ainsi que les connaissances endogènes afin d'aider des enfants à comprendre la valeur des différentes traditions.

On avance que le programme doit être le point d'entrée d'une réforme intégrée et complète de l'éducation pour aller vers une plus grande pertinence pour le développement durable. Par conséquent, créer un cadre exhaustif de programmes qui serait valable dans toutes les formes d'éducation de base, intégrant un socle commun de compétences sélectionnées, doit être la première des priorités. L'introduction dans les systèmes d'éducation de programmes basés sur les compétences devra se faire de manière holistique, en faisant le lien entre la réforme du programme et les changements majeurs dans la formation et le développement des enseignants, le matériel d'enseignement et d'apprentissage, l'utilisation des TIC, la direction de l'école, la gestion, la supervision et les pratiques d'évaluation. En outre, ceci doit également englober toutes les formes d'éducation, y compris le DPE, l'apprentissage non formel et informel - créant ainsi des « écoles sans murs ».

L'approche de l'apprentissage tout au long de la vie demande à ce que l'éducation des jeunes et des adultes devienne partie intégrante du système général d'éducation, de façon à identifier les complémentarités importantes entre les besoins en compétences des enfants et ceux des parents ainsi qu'entre ceux des adolescents et ceux des adultes. Ceci signifie que la réforme du programme d'éducation scolaire pourrait devoir aller de pair avec une réforme fondamentale de l'éducation des adultes et des programmes d'alphabétisation fonctionnelle. Un grand nombre d'adultes connaissent les mêmes carences (voire plus) que celles qui caractérisent l'enseignement scolaire actuel et sont donc aussi mal préparés à affronter l'impact des changements radicaux actuels de la société.

Des réformes aussi globales exigeront la participation de toutes les parties prenantes dans les décisions sur la conception et les processus actuels de mise en œuvre. Ceci est également nécessaire pour des raisons pédagogiques car dans l'éducation de base pour les enfants, il est nécessaire d'instaurer un triangle pédagogique enseignants, apprenants et parents ainsi que la communauté pour permettre d'atteindre le niveau d'apprentissage souhaité.

Sur le plan des applications ultérieures de la réforme du programme, il faut accorder une grande attention aux pratiques pédagogiques actuelles en classe, à l'utilisation effective de matériel didactique approprié pour l'apprentissage et l'enseignement, et au rôle essentiel de l'évaluation des acquis. La recherche en Afrique de l'Est a montré que l'interaction maître-élève en classe semble être le seul facteur important qui explique les grandes différences rencontrées dans la mesure des acquis d'apprentissage utilisant les mêmes matériels pour le programme et soi-disant la même méthode d'enseignement.

Modifier les styles pédagogiques et l'interaction en classe constitue un défi important pour les enseignants et pour les établissements et les programmes de formation et de développement des enseignants. Outre les compétences pédagogiques, il faut envisager la modification de l'état d'esprit par rapport à l'enseignement et l'apprentissage et donc par rapport aux rôles et responsabilités des enseignants dans le processus pédagogique. Les enseignants doivent être aidés pour comprendre et apprécier ce qui les attend de façon à accepter ce qui pourrait être une charge de travail supplémentaire. Ceci peut en soi constituer un problème important notamment dans les pays où la motivation et l'engagement des enseignants ont été négativement affectés par des salaires en diminution et des conditions de travail médiocres.

[continuer page ... 23 >](#)

Développer les compétences techniques et professionnelles

pour l'employabilité, l'emploi et la croissance économique : ce qui est important

Par **George Afeti et Ayélé Léa Adubra**

Les compétences techniques et professionnelles huilent le moteur de la croissance

Au cours de la dernière décennie, de nombreux pays africains ont entamé une vaste série d'initiatives et de réformes politiques pour redynamiser leur système de développement des capacités techniques et professionnelles (DCTP). Ces réformes ont été renforcées par une sensibilisation croissante au rôle essentiel que les compétences techniques et professionnelles peuvent jouer pour améliorer la productivité du travail et la croissance économique au niveau national ainsi que les revenus et les moyens de subsistance durables au niveau individuel.

Les pays enregistrant un déficit en termes de compétences et de capital humain ne peuvent affronter la concurrence au niveau de l'économie mondiale qui est dominée essentiellement par la savoir et les compétences et beaucoup moins par les produits de base et les ressources naturelles. Les pays africains en particulier devront créer une main-d'œuvre qualifiée, capable de participer au processus économique qui apporte une valeur ajoutée au produit de base, et de produire des biens et services à des prix compétitifs sur le marché international. L'existence de compétences techniques et professionnelles de qualité stimule les secteurs manufacturiers et productifs de

l'économie. Une main d'œuvre nationale dotée de compétences techniques et entrepreneuriales de haut niveau ainsi que d'autres compétences professionnelles sont donc un facteur de succès essentiel dans la création de la richesse nationale et la croissance économique.

Au niveau individuel, l'acquisition de compétences employables constitue le point d'entrée dans le monde des opportunités de travail et d'emploi, de la création de revenus, de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration des niveaux de vie. La pauvreté est une atteinte à la dignité personnelle et une menace pour la stabilité nationale et la bonne gouvernance. La création d'emplois est essentielle pour la réduction de la pauvreté et la croissance économique. Cependant, les personnes pauvres sans compétences employables ne peuvent participer efficacement au secteur productif de l'économie ou profiter d'un processus de croissance économique. L'acquisition de compétences et de qualifications professionnelles spécifiques est donc essentielle dans toute stratégie de réduction de la pauvreté.

Le défi de l'emploi des jeunes

Le chômage des jeunes est une préoccupation sérieuse en Afrique. Bien que la jeunesse (15 à 24 ans) représente 40 % de la population totale en Afrique, elle compte

60 % des chômeurs. On estime qu'en Afrique subsaharienne, sur une population de jeunes d'environ 200 millions, 95 millions de jeunes hommes et femmes sont illettrés et sont au chômage ou occupent des emplois peu rémunérés. Chaque année, de 7 à 10 millions de jeunes Africains arrivent sur les marchés du travail caractérisés par un taux de chômage élevé, une faible productivité et des revenus proches du seuil de pauvreté. Ces chiffres révèlent l'absence de compétences pertinentes pour un emploi productif et montrent l'importance du nombre de jeunes Africains engagés dans des emplois précaires comme vendeurs ambulants ou comme travailleurs mal payés occupant des emplois irréguliers et saisonniers.

L'importance du nombre de jeunes qui ne bénéficient pas de l'éducation ou de la formation et qui n'ont pas d'emploi n'est pas seulement la preuve de l'efficacité des systèmes nationaux d'éducation et de formation, mais représente également un problème de sécurité nationale. Comme le montre l'histoire récente des conflits et des guerres en Afrique, les jeunes chômeurs ont plus de probabilités d'être recrutés par les mouvements armés et les groupes criminels. Ils sont également candidats aux activités illicites comme le trafic de drogue, la prostitution, la cybercriminalité, et les conflits intercommunautaires. Doter les jeunes et la population adulte de compétences employables est donc un problème important et un défi pour le développement.

Principaux problèmes, défis et choix de politique

Le processus de la Triennale de l'ADEA a révélé que de nombreux pays ont en fait entrepris des réformes politiques importantes de leur système de DTCP ou sont en train de mettre en place des interventions innovantes pour promouvoir le développement des compétences nécessaires à la croissance socio-économique. Bien qu'il soit trop tard pour évaluer l'impact de ces nouvelles stratégies et approches, il est important pour les décideurs et les formateurs de garder à l'esprit les choix politiques et les interventions les plus susceptibles de promouvoir la formation la plus solide et la plus efficace pour acquérir des compétences techniques et professionnelles. Voici les principaux problèmes, les défis et ce qui est important :

Les réformes de la politique doivent être enracinées dans les stratégies nationales de développement des ressources économiques et humaines

Les réformes de la politique doivent attribuer au DTCP des fonctions spécifiques de développement national. La politique met-elle l'accent sur la formation aux compétences permettant de soutenir la croissance du secteur privé ou bien sur l'autonomisation économique de la jeunesse et des femmes ? Ou encore, la politique est-elle axée sur la diversification du stock national de compétences et le développement de compétences de haut niveau pour participer à l'économie mondiale ? Bien sûr, une politique nationale de DTCP peut se pencher sur toutes ces préoccupations et sur bien plus encore. Cependant, il est important de faire le lien entre les politiques de DTCP et des objectifs clairs et réalistes de développement de l'économie et des ressources humaines nationales qui prennent également en compte les valeurs nationales et les préférences technologiques.

Il est nécessaire de revitaliser le secteur informel du DTCP

L'expansion rapide de la scolarisation dans le primaire et le premier cycle du secondaire dans la majorité des pays, en partie encouragée par le processus de l'Education pour tous (EPT), sans expansion correspondante des opportunités dans le deuxième cycle du secondaire a engendré une large population de jeunes qui n'ont pas vraiment la possibilité de poursuivre leur formation au-delà du primaire ou du premier cycle du secondaire. Et les systèmes d'éducation et de formation se retrouvent donc confrontés à une demande sociale de formation à des compétences plus poussées ainsi qu'à des préoccupations économiques liées à l'employabilité des jeunes et à la domination de l'économie informelle dans la majorité des pays.

Les besoins en compétences des jeunes déscolarisés, de ceux qui ont décroché prématurément, ainsi que ceux des adultes sont mieux traités par les responsables de la formation du secteur informel. Les fournisseurs de formation du secteur formel sont souvent trop rigides au niveau de leur fonctionnement et de leur programme de formation, et sont mal équipés pour répondre aux besoins de formation particuliers de ces catégories d'apprenants en termes de flexibilité de la formation, de la méthodologie d'enseignement, des exigences d'admission et de la langue d'instruction. Redynamiser la formation aux compétences du secteur informel implique des efforts concrets au niveau national pour assurer une remise à niveau régulière des compétences des maîtres-artisans et développer leurs compétences pédagogiques ; introduire des réformes dans les contrats et accords de performance maître-stagiaire, et faciliter l'introduction de nouvelles technologies dans le système d'apprentissage traditionnel.

Renforcer l'offre des compétences dans le secteur agricole

Avec 60 % des terres arables de la planète non cultivées, le développement agricole

présente un énorme potentiel de croissance en Afrique. Les politiques et stratégies de DTCP devraient donc inclure une forte composante sur l'offre des compétences requises dans des domaines comme l'irrigation, l'agriculture mécanisée, la préparation de la terre, l'agroalimentaire, l'élevage, la commercialisation et les biocarburants. À ce propos, il est nécessaire de revoir les systèmes fonciers qui empêchent l'accès à la terre.

Les réformes de la politique devraient également cibler le développement des compétences de plus haut niveau

Les compétences de base souvent acquises à travers l'apprentissage traditionnel (comme la coiffure, la couture, la menuiserie, etc.) ne permettent pas de produire une main d'œuvre compétitive au niveau international et dotée des compétences de plus haut niveau nécessaires à l'adaptation et à l'innovation technologiques, à la transformation des systèmes nationaux de production et à l'industrialisation de l'économie. Les politiques et stratégies de DTCP devraient donc s'intéresser tant au développement des compétences de base qu'à celui des compétences de plus haut niveau.

La simple acquisition de compétences ne garantit pas l'emploi

Très souvent, les stratégies et politiques nationales de DTCP n'arrivent pas à comprendre que l'acquisition des compétences en soi ne crée pas et ne garantit pas d'emplois, à moins que la formation ne soit alignée sur la demande qui est déterminée par le marché de l'emploi et l'économie nationale. Proposer une formation professionnelle pour empêcher les jeunes de traîner dans la rue, sans faire le lien entre la formation et la croissance et les secteurs générateurs d'emplois de l'économie est une stratégie de développement de la main d'œuvre médiocre qui ne fait qu'accroître la frustration des demandeurs d'emploi qui peuvent avoir

[continu page ... 24 >](#)

L'éducation à travers les sciences

Les universités devraient favoriser des liens locaux et régionaux plus solides

Par Khadija Khoudari et Kabiru Kinyanjui

L'amélioration de la qualité, l'accroissement du nombre d'élèves dans les cours de sciences, technologie et ingénierie et des institutions différenciées pour le développement des compétences font partie du discours sur l'enseignement supérieur, écrivent Khadija Khoudari et Kabiru Kinyanjui.

À l'heure où l'Afrique s'engage plus avant dans la deuxième décennie du XXI^e siècle, des signes montrent que le continent est sur le point de prendre un tournant décisif sur le plan du développement socio-économique. Le taux de croissance économique – en moyenne 4,5 % – réalisé au cours de la dernière décennie par la plupart des pays africains montre que le continent a mis en place des réformes et des politiques qui assureront la stabilité politique, la gestion des programmes et des structures économiques et sociales pour le développement durable. Les pays africains ont également élaboré des politiques et programmes leur permettant de bénéficier des évolutions en science et en technologies au niveau mondial. L'adoption des TIC a constitué une étape marquante. Elle est porteuse d'une énorme promesse : devenir une plate-forme pour le développement de nouvelles innovations et pour l'entrepreneuriat. Il est désormais tout à fait

reconnu que les sciences et technologies (S&T) sont essentielles pour la compétitivité mondiale de l'Afrique, la valeur ajoutée de ses importantes ressources naturelles, la création d'emplois et le développement durable en général.

Dans ce contexte, on a identifié quelques points considérés comme essentiels pour le processus d'acquisition et d'utilisation des connaissances scientifiques et technologiques, des compétences et innovations pour le développement durable qui feront l'objet de discussions lors de la Triennale de l'ADEA. Ces questions seront discutées dans le cadre du sous-thème 3 et portent sur la façon dont le développement à long terme de l'Afrique et ses intérêts peuvent être fondamentalement transformés par des politiques et actions agressives visant à acquérir, adopter, disséminer et utiliser les connaissances et compétences scientifiques et technologiques.

Il est nécessaire de se demander comment les pays africains ont élaboré des politiques et des stratégies pour bénéficier des avantages qui découlent de la science, de la technologie et des innovations (STI). Au-delà de l'articulation des politiques, il est important de voir quelles sont les mesures prises pour construire des capacités et édifier des institutions pour mettre en œuvre les stratégies adoptées. Ceci dans le but d'apporter une valeur ajoutée aux ressources existantes tout en saisissant les opportunités émergentes et en profitant des marchés pour créer de nouveaux produits, processus et emplois.

L'enseignement supérieur pour le développement durable

Le discours commence en mettant l'accent sur ce qui constitue les fondements de l'apprentissage tout au long de la vie en science et en technologie. Nous nous sommes focalisés sur deux éléments, la compréhension et l'intégration des connaissances endogènes dans le processus d'apprentissage des écoles, et l'amélioration de la qualité de l'enseignement des mathématiques et des sciences tout au long du système formel de scolarité. Nous insistons sur l'intégration des connaissances scientifiques et culturelles autochtones dans ce qui est enseigné dans le cadre du programme scolaire officiel. Ainsi, on maximisera l'utilisation des connaissances de la communauté locale pour édifier une base solide pour l'apprentissage des sciences chez les jeunes dans les écoles primaires et secondaires et les établissements du supérieur, ainsi que dans les institutions nationales de recherche et de développement. Le sous-thème 3 reconnaît également que la population africaine est relativement jeune, exigeant de ce fait d'importants investissements dans l'éducation, les soins de santé, la formation et l'acquisition de capacités scientifiques et technologiques. Le défi pour l'Afrique consiste à reconnaître les possibilités et le potentiel que représente la jeunesse et d'investir en conséquence pour récolter le

dividende démographique qui va avec une population jeune.

L'Afrique a également un système d'enseignement supérieur qui évolue rapidement, alimenté par une forte demande. Un partenariat opportun a été conclu entre les secteurs public et privé pour répondre à cette demande. Ces institutions devraient offrir des formations en compétences et connaissances requises par le marché, entreprendre une recherche pour le développement, offrir des services communautaires, devenant ainsi les moteurs de la croissance socio-économique. Les pays africains investissent donc d'énormes ressources dans le développement de l'enseignement supérieur. Cependant, ces investissements ne sont pas toujours accompagnés d'une offre et de résultats de qualité et favorisent les lettres et les arts. Un nombre trop restreint d'étudiants s'inscrit dans les cours de sciences, de technologie et d'ingénieries.

Les universités africaines de façon générale sont devenues des institutions complexes accueillant un nombre croissant d'étudiants, et il faut maintenant envisager un changement dans la manière dont elles sont gérées. De ce fait, les universités tendent à adopter des pratiques de gestion similaires à celles des entreprises, en mettant plus particulièrement l'accent sur la planification stratégique, la recherche de marché, la gestion de la recherche, le développement financier, la planification et la gestion des performances. Cette nouvelle évolution est effectivement nécessaire pour développer les sciences et la technologie dans l'enseignement supérieur. La qualité de la recherche dépend largement du personnel scientifique et des ressources financières et physiques, mais plus important encore elle dépend de la capacité de la direction à faire le lien entre d'une part le monde de la recherche et l'État et d'autre part le monde des entreprises ; à adapter la recherche pour répondre aux exigences stratégiques définies par l'université et le gouvernement.

Dans la plupart des pays on s'attend à ce que les universités jouent un rôle essentiel et se lancent dans la recherche et le développement, créent des innovations, qui une fois le lien établi avec les secteurs productifs de l'économie, peuvent transformer les conditions économiques et sociales de la majorité des populations africaines. Les universités et les autres instances de recherche forment des systèmes nationaux de science, technologie et innovation, qui bien guidés, peuvent jouer un rôle important sur le chemin de la transformation socio-économique et du développement durable de l'Afrique.

Le sous-thème 3 a également reconnu que certains segments de la population sont exclus de l'organisation et du partage de l'accès aux institutions et aux opportunités, notamment dans le domaine de la science et de la technologie. L'accent a été mis sur les inégalités entre les sexes et l'exclusion notamment au niveau de l'accès et de la distribution des opportunités d'apprentissage et de carrière en science, technologie et système d'innovation. Cette tendance pourrait priver un pays africain des talents de la moitié de sa population. À notre sens, investir dans les segments exclus de la population est essentiel pour permettre un développement équitable et juste du continent.

À ce stade du développement de l'Afrique, l'utilisation des TIC dans l'acquisition des connaissances et compétences nécessaires au développement est particulièrement importante. Les TIC constituent également une plate-forme nécessaire à l'avancement de la connaissance et à l'adoption des innovations en Afrique. À l'heure actuelle, l'Afrique s'engage dans les TIC mais connaît de sérieux problèmes en termes d'investissement dans la connectivité Internet et la formation du personnel nécessaire. Le sous-thème 3 argue en faveur d'efforts concertés pour améliorer l'infrastructure des TIC, leur utilisation dans la recherche scientifique et technologique et la construction des

capacités nécessaires à la population jeune pour propulser l'Afrique dans la société de la connaissance et l'intégration mondiale.

La nécessité d'instaurer une sensibilisation au potentiel de la science, de la technologie et de l'innovation et la façon d'atteindre ce potentiel dans la société s'inscrit également parmi les préoccupations du sous-thème 3. D'où l'importance de présenter la science et la technologie dans les médias imprimés électroniques pour permettre une initiation du public et une sensibilisation au pouvoir et au potentiel de la science et de la technologie pour s'attaquer à la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'amélioration des soins de santé, et encourager l'entrepreneuriat et l'emploi. Cette sensibilisation est essentielle à la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes pour œuvrer en faveur de la réalisation des visions, des politiques et des programmes que les pays africains ont élaborés pour le développement des sciences, de la technologie et des innovations.

Il est également nécessaire de passer d'un « enseignement scientifique » à « une éducation par la science ». Cette transition est nécessaire pour renforcer l'importance de l'innovation ainsi que la culture scientifique et technologique. L'effort en faveur d'une plus grande pertinence peut amener le secteur de l'enseignement supérieur à s'ouvrir plus largement à son entourage immédiat : régional, national et local. Le sens de « université du développement » a donc changé ; il ne fait plus référence à une université qui évolue en fonction des ambitions définies par un plan national de développement, mais également à une université qui crée des liens plus solides avec son environnement immédiat.

Et enfin, le discours reconnaît les efforts déployés par les pays africains aux niveaux continental et régional pour promouvoir la coopération et la collaboration pour le développement des capacités et des institutions scientifiques et technologiques.

[continuer page ... 23 >](#)

Une concertation partenariale

Par Richard Walter

L'ADEA a engagé le secteur privé, la société civile et les jeunes dans les travaux de la Triennale

La Biennale de Maputo de 2008 avait fortement affirmé que les systèmes d'éducation et de formation devaient être conçus, mis en œuvre et évalués dans le cadre d'un partenariat étroit entre les pouvoirs publics et les acteurs privés. Ce pilotage concerté, de type partenarial, était la seule manière d'orienter ces systèmes vers la prise en compte des besoins réels de l'économie et de la société et d'y répondre par des dispositifs et des parcours d'acquisition de connaissances et de compétences appropriés.

La Biennale avait également mis en lumière combien les divers pays du continent se trouvaient confrontés à des défis communs, dont celui de l'inégalité d'accès à l'école des publics les plus pauvres et les plus fragiles, et de la difficile insertion dans le monde du travail de très nombreux jeunes ayant quitté trop tôt le système scolaire. Forte de ces constats, l'ADEA a décidé d'impliquer directement les acteurs du secteur privé et de la société civile ainsi que les jeunes dans la préparation de la Triennale de Ouagadougou, afin de donner corps au processus de partenariat initié à Maputo et de définir de manière concertée les connaissances, compétences et qualifications critiques susceptibles de promouvoir le développement durable de l'Afrique. Elle a également aidé à mettre en œuvre des Pôles de qualité inter-pays (PQIP) et certaines autres initiatives afin de renforcer le partage d'informations et d'expériences entre les pays et ainsi de favoriser des dynamiques d'intégration et de mutualisation tant aux niveaux des sous-régions que du continent.

La concertation avec le secteur privé et la société civile

Organisée du 18 au 20 mai 2011 à Tunis, cette concertation a réuni une quarantaine de participants dont des fédérations d'employeurs, des partenaires sociaux, des organisations professionnelles, des ONG internationales, nationales et locales et des représentants de la diaspora. Les analyses faites par tous ces acteurs ont prioritairement porté sur les points suivants.

Le manque de pertinence des systèmes d'éducation et de formation

Les systèmes sont régis par l'offre ce qui entraîne un manque d'adéquation entre les compétences produites et celles dont le monde économique a réellement besoin. Implicitement, il y a déconnexion entre l'éducation et la formation d'une part et le marché du travail de l'autre, ce qui débouche sur le fait que les établissements d'enseignement produisent des milliers de diplômés tous les ans alors qu'il y a une pénurie criante des compétences effectivement exigées par le marché du travail.

Le manque de dialogue entre les acteurs et gestionnaires des systèmes d'éducation et de formation

Bien que les acteurs du marché du travail et des systèmes d'éducation et de formation s'apprécient et sachent que leur collaboration améliorera leur capacité à atteindre des objectifs communs, ils ont tendance à œuvrer dans des tours d'ivoire et à s'ignorer. Le défi à relever est de combler le fossé qui les sépare

et de mettre en œuvre un système de gestion concerté qui développe autant le partenariat public/privé que la coopération souvent inexistante entre les divers ministères en charge de l'éducation et de la formation.

L'absence d'un apprentissage tout au long de la vie

La capacité des entreprises à être compétitives sur les marchés, en particulier sur les marchés nationaux ou sous-régionaux, dépend de la compétence de leurs personnels, elle-même fonction de la formation qu'ils ont reçue et reçoivent régulièrement. Par conséquent, la formation tout au long de la vie et le renforcement des capacités des travailleurs sont plus que jamais nécessaires pour assurer le développement durable. Or l'analyse des politiques mises en œuvre dans les pays montre la formation de la population active est reléguée au second plan et de ce fait entrave la croissance et la compétitivité de l'ensemble du secteur économique.

L'ensemble de participants a conclu qu'il était plus que jamais nécessaire que chaque pays développe résolument une vision stratégique de l'éducation et de la formation et mobilise l'ensemble des acteurs dans la mise en œuvre effective et concrète de cette vision.

Le forum des jeunes

Il a réuni, à Rabat, du 19 au 21 octobre 2011, une soixantaine de participants issus des diverses sous-régions du continent. Ont participé au Forum des responsables de conseils nationaux ou d'associations nationales de jeunes, des entrepreneurs, des chômeurs, des jeunes travailleurs du secteur informel ainsi que des innovateurs dans les domaines

[continuer page ... 17 >](#)

Bouba et Zaza

Rencontre avec Bouba et Zaza

La collection "Cultures d'enfances" utilise les aventures de deux personnages, Bouba et Zaza, pour aborder des sujets comme la guerre, le VIH et le sida, ainsi que la protection de l'eau et de l'environnement dans les conversations en famille et en classe.

Elle permet ainsi d'établir des ponts entre les parents, leurs enfants, les écoles et les communautés.

Mais l'accent est également mis sur l'enracinement des valeurs. À travers Bouba et Zaza, les jeunes lecteurs peuvent développer leur sens des responsabilités et se faire une idée de la justice, du « bien » et du « mal », et également améliorer leurs compétences de communication et leur maîtrise de la langue parlée et écrite.

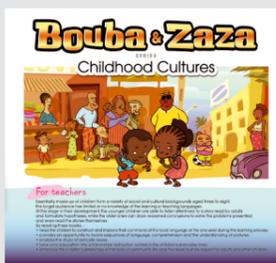
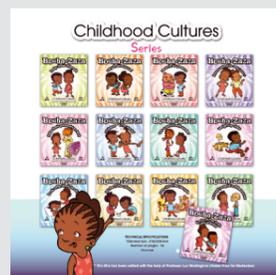
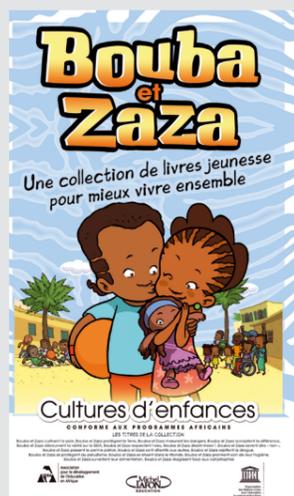
Bien que les livres s'adressent essentiellement à un public de trois à huit ans, les enfants peuvent les utiliser jusqu'à 15 ans pour renforcer leurs compétences en lecture et en compréhension.

L'Afrique a la population la plus jeune du monde, avec 130 millions d'enfants de moins de six ans (20 % de la population totale). Ils sont sévèrement touchés par la malnutrition chronique. Les résultats de la recherche internationale ont montré qu'une alimentation, des soins médicaux et une stimulation intellectuelle appropriés au cours des premières années de leur vie améliorent l'aptitude et les capacités d'apprentissage des enfants tout au long de leur vie. Cette recherche indique également que l'existence de livres dans l'environnement familial a une incidence sur le niveau éducatif des enfants, et que les enfants qui ont beaucoup de livres à la maison restent à l'école près de trois ans de plus que ceux qui n'en ont pas.

La collection qui a été développée par le groupe de travail de l'ADEA sur le développement de la petite enfance et le Bureau régional de l'éducation de l'Unesco à Dakar au Sénégal espère s'attaquer aux défis actuels du développement que connaissent les enfants en Afrique.

En outre, elle permettra de réduire l'insuffisance manifeste de livres d'enfants appropriés.

Bouba et Zaza seront disponibles en français, anglais, portugais et Kiswahili. ▶



La voix des jeunes

par Marie Tamoifo

Nous participons à la triennale 2012 pour faire écho de la voix des jeunes d'Afrique et prendre notre destin en main et pour partager nos expériences en tant que jeunes travailleurs, leaders, étudiants et jeunes non scolarisés, enseignants et entrepreneurs du continent. Le développement de la jeunesse africaine nous passionne, - en particulier celle des communautés rurales - et nous souhaitons que les opportunités se multiplient sur le continent. Nous prenons part à la Triennale car nous sommes directement concernés par l'acquisition des connaissances, des compétences et des qualifications critiques nécessaires au développement de l'Afrique et que nous voudrions étendre la réflexion sur les réformes éducatives afin qu'elles s'intéressent à tous les jeunes : aux jeunes des secteurs informel et non-formel, aux non-scolarisés, aux jeunes ruraux et urbains, aux jeunes mécaniciens et artisans, aux jeunes couturières, aux jeunes leaders... A tous ces jeunes qui ont des talents, qui agissent mais qui ont également d'énormes besoins. On nous rappelle souvent : « Vous êtes les leaders de demain », mais qu'est-ce être un bon leader ? Quel est le leader de demain, quels exemples avons-nous ? Et pourquoi demain et pas aujourd'hui ? Cela nous amène à penser à l'éducation pour le leadership et pour faire face au changement et aux défis actuels. Il s'agit, lors de cette Triennale, de poser la question : quelle éducation pour l'avenir de la jeunesse africaine ? Ils le soulignent tous, l'avenir des générations futures dépend en partie de l'héritage et de l'éducation fournis à nos enfants. Comment, en effet, poser la question des valeurs sans poser celle de la transmission des savoirs ? Et surtout de quels savoirs au regard de l'évolution croissante des NTIC et des mutations récentes de nos sociétés en développement ?

Une seule chose peut contribuer au mieux-être et au mieux vivre d'un citoyen : avoir un travail décent, stable et durable. Or, l'éducation a pour mission générale la formation de l'enfant en vue de son épanouissement intellectuel, physique, civique et moral pour une insertion harmonieuse dans la société, en prenant en compte les facteurs économiques, socioculturels, politiques et moraux.

Nous regrettons « le formatage » et « l'écrasement de l'imagination » opéré par les grandes écoles et universités. Je nous invite à « cultiver la flamme d'imagination et de folie » car il nous faut inventer maintenant de nouveaux modèles d'avenir pour notre continent, de penser ensemble la vision africaine et l'union africaine. Nous devons tous nous demander : quels enseignements pour quels savoirs, pour quels emplois et pour quelles opportunités ? Quelle éducation pour quel leadership et pour quel développement ? On attend de voir émerger des écoles, des grandes écoles et des universités africaines autre chose que des diplômés, des techniciens et ingénieurs sans emploi. Nous ne sommes plus capables de suivre l'évolution du monde car nous assistons à une vraie crise de transmission du savoir et les savoirs évoluant plus vite que le temps qu'il faut pour les acquérir, nous devons quadrupler les solutions et courir.

Nous devons donc trouver d'autres formes d'apprentissage. Revenir notamment aux principes fondamentaux, à l'histoire africaine, à l'éthique et aux valeurs africaines, aux traditions, aux droits fondamentaux et ancestraux, aux croyances, intégrer l'usage des nouvelles technologies, créer une autre forme d'intelligence... ». Aujourd'hui, la seule voie possible pour suivre le rythme du monde réside dans la collaboration, la coopération et la contextualisation, indispensables au développement de l'Afrique. Il faut apprendre aux jeunes le respect des autres, de soi, le dépassement de soi, l'excellence et la cohésion. Autant d'apprentissages qui font appel à l'humilité, à l'honnêteté, à l'exemplarité, au respect, à l'estime, à la tolérance, à l'identité et au partage. Autant de valeurs qui composent aussi, naturellement, l'école de la vie.

Nous avons aujourd'hui besoin de solutions immédiates et adaptées à nos contextes et nous souhaitons que la triennale et l'ensemble des acteurs et professionnels proposent aux Etats et gouvernements des voies et moyens efficaces, réalistes et réalisables pour une réforme réussie du système éducatif en Afrique. ▶

Marie Tamoifo est une jeune leader du Cameroun. Ce texte est une version éditée du discours qu'elle a prononcé lors du Forum des jeunes à Rabat, au Maroc, en octobre 2011.

Premier pas

La journée de la diaspora ouvre le dialogue

Il existe des pistes pour le transfert des compétences de la diaspora africaine vers les pays d'origine – en particulier dans le domaine de la science et de la technologie – et elles doivent être explorées et renforcées.

C'est le message qui a émergé de la journée inaugurale de la journée de la diaspora africaine organisée par l'ADEA comme point de départ pour impliquer les citoyens et les émigrants dans le développement de leur continent d'origine.

Près de 250 personnes ont pris part samedi au Centre des conférences internationales de Ouagadougou à la journée de la diaspora africaine organisée par l'Association pour le développement de l'Afrique (ADEA). En ouvrant cette journée, le ministre burkinabé des Affaires

étrangères, Djibril Bassolé, a exhorté les participants à identifier les moyens de faire des émigrés africains des acteurs de la transformation de l'Éducation en Afrique.

« Il s'agit de voir comment les fils et les filles de l'extérieur pourront contribuer à l'utilisation d'une approche garantissant l'adéquation entre la formation et l'emploi », a-t-il suggéré.

Les débats ont permis, sous la direction du Secrétaire exécutif de l'ADEA, Ahlin Byll-Catarina, aux participants de dégager des pistes d'un transfert de compétences de la diaspora vers les pays d'origine, notamment dans le domaine de la science et de la technologie.

« Nous avons mis en œuvre avec la diaspora tunisienne au Japon des initiatives qui ont eu un impact réel en Tunisie dans le domaine scientifique et technique, notamment dans le secteur de l'eau, de l'énergie et des pro-

grammes scientifiques», a souligné, lors de la première partie de la table ronde, Salah Hannachi, ancien ambassadeur de Tunisie au Japon.

Les expériences du Nigeria, du Mali, du Sénégal, du Burkina Faso, du Togo, Kenya, de la Sierra Leone ont ensuite permis d'avoir un aperçu global des initiatives déjà engagées par la diaspora africaine en faveur des pays d'origine. A cet égard, l'expérience malienne du projet « TOP Ten » a suscité un vif intérêt de la part des participants à la journée qui ont exprimé le vœu de voir d'autres Etats du continent emboîter le pas au Mali.

«Le projet TOP Ten est une initiative intéressante portée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Nous devons regarder, comme au Mali, comment nous pouvons tirer profit de cette initiative, notamment pour que la diaspora participe au développement de la science et de la

technologie en Afrique», a estimé, pour sa part, le Nigérien Hamadou Saliah-Hassane, professeur à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

A l'issue de leurs discussions les participants se sont mis d'accord sur les principaux messages qui seront portés à la connaissance des ministres africains de l'Éducation qui prendront part à la Triennale de l'ADEA cette semaine.

Selon plusieurs panélistes, la journée a largement répondu à son objectif de poser le premier pas d'une implication progressive de la diaspora dans le dialogue politique sur les questions éducatives en Afrique.

Elle a surtout permis de mieux appréhender le point de vue de la diaspora sur ces questions et d'examiner sa contribution à la résolution des défis posés par le développement de l'Afrique, particulièrement dans le secteur de l'Éducation. ▶



technologiques tels que des représentants d'Africa 2.0 ou de Coders 4 Africa.

Les jeunes ont d'abord souligné les difficultés qu'ils rencontraient à être intégrés directement dans les réflexions et actions en cours dans les pays concernant les problèmes d'éducation, de formation et d'emploi. Ils ont ensuite évoqué les nombreux obstacles auxquels ils se heurtaient pour accéder au monde du travail et insisté sur le fait que les politiques publiques devaient placer l'emploi des jeunes au cœur des réformes à mettre en œuvre. Ils ont, enfin, insisté sur le fait que les systèmes d'éducation et de formation en place ignoraient les éléments de culture et les valeurs africaines et de ce fait ne leur permettaient pas de savoir « d'où ils viennent, où ils sont et où ils vont ».

Les jeunes se sont ensuite répartis en trois groupes de travail portant sur la culture et le développement durable, l'intégration socioéconomique et les réformes nécessaires des systèmes d'éducation et de formation. Ces groupes de travail leur ont permis d'élaborer des messages clés en vue de la Triennale. Ils ont débouché sur la décision de l'ensemble du groupe de continuer le travail entrepris au moyen d'un forum interactif sur internet et de préparer une déclaration des jeunes en vue de la Triennale. Celle-ci portera sur la place que doivent prendre les jeunes dans « la conception et l'édification de systèmes d'éducation et de formation efficaces et pertinents » qui les préparent autant à devenir des citoyens actifs que des professionnels compétents et, en fin de compte, des agents positifs du changement dans un monde de plus en plus globalisé et solidaire.

Les Pôles de qualité inter-pays (PQIP) au service d'une mutualisation des politiques et des moyens d'éducation et de formation

Les PQIP ont été institués par l'ADEA afin d'agir comme catalyseurs de politiques et pratiques innovantes pour le changement en éducation et en formation à travers la mutualisation des réflexions, des expériences, des apprentissages et des savoirs.

Ils ont permis, au cours du processus de préparation de la Triennale, de créer des synergies de coopération inter-pays très fortes dans les deux domaines de l'éducation à la paix et du développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) et d'initier une démarche de coopération dans le domaine de l'alphabétisation.

Le PQIP d'éducation à la paix

Il a pour objectifs d'établir, sous le leadership du ministère de l'éducation du Kenya, un dialogue intra-africain en vue de formuler, renforcer et mettre en œuvre des stratégies et politiques d'éducation pour la paix. Il propose pour cela d'introduire l'éducation à la paix à tous les niveaux du système éducatif au moyen de partenariats stratégiques interdisciplinaires, interrégionaux et multisectoriels. Cette action concerne prioritairement les États affectés par des conflits ou fragiles, mais elle est plus largement une mesure proactive et un moyen de prévenir les conflits et les crises. Elle concerne donc l'ensemble des systèmes éducatifs et l'ensemble des pays.

La table-ronde organisée du 26 au 28 juillet 2011 à Kinshasa a réuni 9 pays africains et plusieurs agences continentales et internationales dans le but de resserrer le réseau des partisans de l'éducation à la paix et d'apporter une contribution concrète à la réflexion sur les pratiques politiques à mettre en œuvre pour relever les défis de la paix dans et par l'éducation. Les résultats de la table-ronde seront partagés au moment de la Triennale et permettront d'inviter l'ensemble des pays africains à explorer comment, à leur niveau, ils pourront rentrer dans la dynamique interactive de construction initiée par le PQIP.

Le PQIP du développement des compétences techniques et professionnelles (PQIP/DCTP)

Lancé et animé par le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de Côte d'Ivoire, le Pôle de

qualité a pour but de permettre aux nombreux pays qui y sont engagés de bénéficier de la mutualisation des expériences, des analyses et des évaluations réalisées en ce domaine aux plans régional, sous-régional et continental et ainsi de mieux relever les défis qui sont communs à tous : favoriser l'insertion professionnelle des nombreux jeunes qui sont exclus du monde du travail et élever significativement le niveau de compétences de la population active, de manière à promouvoir une croissance riche en emplois et en valeur ajoutée.

Deux rencontres organisées du 19 au 21 juillet 2010 et du 19 au 21 septembre 2011 ont réuni à chaque fois des ministres et représentants de haut niveau, publics et privés, d'une vingtaine de pays couvrant toutes les sous-régions du continent. La rencontre 2011 a plus particulièrement mis l'accent sur la nécessité de renforcer la coopération inter-pays dans les domaines de la formation par apprentissage depuis le premier niveau de qualification jusqu'à celui de techniciens supérieurs, de développer le partenariat public/privé et de mettre en place des cadres nationaux de certification. Des groupes de travail inter-pays sont prévus dans chacun de ces thèmes et devraient permettre de donner une suite concrète aux perspectives qu'ouvrira la Triennale en ce domaine.

Vers un renforcement de la concertation et du dialogue inter-pays

D'autres PQIP ou initiatives sont en cours. Ainsi le Pôle de qualité sur l'alphabétisation et les langues nationales est en train de monter en puissance et a élaboré un programme triennal 2012-2014 afin de capitaliser au maximum les expériences d'alphabétisation/formation et enseignement en langues nationales novatrices en Afrique. De même une conférence internationale a été organisée, du 3 au 5 octobre 2011, à Nairobi, afin d'offrir un forum pour le dialogue entre les parties prenantes sur

continuer page ...24 >

Les jeunes, la société civile et le secteur privé s'expriment

par Richard Walther

L'implication directe des acteurs publics et privés ainsi que des jeunes dans le processus préparatoire de la Triennale, soit au moyen des réunions de concertation, soit dans le cadre des Pôles de qualité inter-pays (PQIP), a permis de dégager les premières lignes de force des réflexions, analyses et propositions d'action qui seront présentées et débattues lors de la Triennale. Ces lignes de force, exprimés avec les mots et expressions élaborés par les acteurs eux-mêmes sous la forme d'adresses à destination de la Triennale, ont été regroupées sous cinq grands messages clés.

Message 1 : l'éducation, la formation et l'emploi doivent être placés au cœur de la vision d'avenir de l'Afrique

« Le développement durable de l'Afrique exige une vision commune de l'avenir du continent et de chaque pays, élaborée avec l'ensemble des acteurs concernés » selon les acteurs du secteur privé et de la société civile réunis à la Concertation du secteur privé et de la société civile (Concertation SP/SC) à réunis à Tunis. Cette vision pré-suppose, à l'instar des travaux réalisés par la Banque africaine de développement, que les richesses démographiques, économiques et culturelles de l'Afrique deviennent des atouts pour l'avenir. Mais une telle présupposition ne devient réalité, selon le secteur privé, que si « dans le cadre de cette vision, l'éducation et la formation deviennent les principaux moteurs du changement ».

L'élaboration de cette vision est, pour les jeunes, la seule manière de « savoir d'où ils viennent, où ils sont, où ils iront et sur la

base de ces critères comment jouer pleinement leur rôle » (Forum Jeunes). Elle doit se traduire dans un plan stratégique national et, plus largement continental, « qui met la gestion des ressources humaines au cœur du développement » (SP/SC) et « qui place l'emploi au centre de toutes les politiques sociales, culturelles et économiques (Forum Jeunes) ». Le renforcement des capacités des jeunes comme des adultes doit donc être au cœur des politiques à mettre en œuvre. Il est la condition sine qua non pour que l'Afrique transforme les opportunités que sont ses richesses naturelles, la jeunesse de sa population et son patrimoine culturel en leviers efficaces du développement durable. Seul un investissement massif dans l'éducation et la formation peut permettre au continent d'accélérer son développement et ainsi de s'insérer avec succès dans le contexte global de la mondialisation (Consultation SP/SC).

Message 2 : l'éducation et la formation sont des gages d'avenir à la condition de permettre à tous de devenir des agents de transformation économique et sociale

La consultation des acteurs privés et de la société civile a permis de définir les contours des réformes à accomplir.

Le premier acte de ces réformes est de faire sortir les acteurs des systèmes d'éducation et de formation « de leur tour d'ivoire » et de combler le fossé qui les sépare des acteurs du marché du travail. L'école doit devenir un lieu ouvert où les divers acteurs se rencontrent pour définir en commun les transformations à réaliser.

Le deuxième acte est de faire passer les systèmes d'éducation et de formation de la logique d'offre à la logique de demande. « Les systèmes fonctionnent selon un mode très éloigné des préoccupations sociétales en ce sens que ce qu'ils produisent n'est pas précisément ce dont la société ou le marché du travail ont le plus besoin... Implicitement, il y a déconnexion entre l'éducation et la formation d'une part et le marché du travail de l'autre, ce qui débouche sur le paradoxe inévitable selon lequel les établissements d'enseignement produisent des milliers de diplômés tous les ans alors qu'il y a une pénurie criante des compétences effectivement exigées par le marché du travail (Concertation SP/SC) ».

Le troisième acte est de passer de la logique d'enseignement à la logique d'apprentissage et de faire en sorte que les jeunes qui sortent du système scolaire « deviennent des acteurs et les agents de transformation de leur pays ». Ils doivent pour cela acquérir les compétences critiques menant au développement durable c'est-à-dire « développer l'esprit d'initiative, le leadership, la créativité et l'entrepreneuriat afin de prendre leur responsabilité sur le marché du travail et de jouer un rôle actif dans le développement économique de leur pays (Forum jeunes) ».

Le quatrième et dernier acte est de reconnaître la diversité des dispositifs et parcours d'éducation et de formation mis en œuvre tant au niveau des communautés, que des entreprises, des organisations professionnelles ou des ONG. « Les besoins en éducation et en formation sont gigantesques et dépassent les capacités gouvernementales (Concertation SP/SC).

Il s'agit donc de reconnaître la capacité éducative de l'ensemble de la société, de reconnaître et certifier les connaissances et compétences acquises quelque soient leurs modes d'acquisition (PQIP/DCTP) et de renforcer les capacités des enseignants et formateurs du secteur public aussi bien que « les capacités des maîtres artisans en secteur informel et des formateurs en zones rurales (Concertation SP/SC) ».

Message 3 : il n'y a pas de vraies réformes sans l'adoption d'une charte de gouvernance partenariale nationale, sous-régionale et régionale

La Biennale de Maputo avait validé le concept de pilotage partenarial des systèmes d'éducation et de formation, c'est-à-dire une implication dans ce pilotage de l'ensemble des partenaires concernés, depuis la conception des contenus d'éducation et de formation jusqu'à leur mise en œuvre et évaluation. Le processus préparatoire de la Triennale propose une transcription institutionnelle à ce partenariat. Selon les conclusions de la concertation SP/SC, « chaque pays doit adopter un cadre stratégique de développement des compétences et une charte de gouvernance instituant un partenariat effectif et transparent entre secteur public, secteur privé et société civile ». L'adoption de cette charte ne se réduit pas à une simple modification institutionnelle des modes de gouvernance existants. Elle signifie que l'instauration « d'un dialogue permanent entre toutes les parties prenantes sur les besoins et les demandes est nécessaire : les pays, les jeunes, les entreprises, les communautés, la société civile, etc. Ces dialogues doivent être organisés régulièrement afin de réguler et d'ajuster en permanence les systèmes d'éducation et de formation (Concertation SP/SC).

Ce pacte partenarial doit être basé sur des « valeurs de rigueur, d'équité et de transparence » entre tous les acteurs. Même s'il est prioritairement d'application nationale, il

doit de plus en plus inclure les partenaires internationaux et évoluer vers un pacte à dimension sous-régionale et régionale (PQIP/DCTP et PQIP Education à la paix).

Message 4 : les réformes doivent permettre aux jeunes comme aux adultes d'entrer dans l'ère de l'apprentissage tout au long de la vie

Le diagnostic établi par la concertation SP/SC, par le Forum des jeunes et par le PQIP/DCTP est que les dispositifs d'éducation et de formation actuels sont essentiellement concentrés sur la formation en temps scolaire sans donner à ceux qui sont hors des murs du système éducatif la possibilité de continuer à se former. Plusieurs initiatives allant vers un apprentissage tout au long de la vie ont ainsi été proposées :

- ▶ « La création d'une école des parents... pour les aider à comprendre et à adopter une éducation favorisant la réussite de leurs enfants (Forum des jeunes) » ;
- ▶ La mise en place, au plus près des endroits où vivent les jeunes, de mécanismes de soutien et de tutorat pour les informer des réalités du monde du travail, leur offrir un accompagnement et une orientation et les aider dans la création de projets facilitant leur chemin vers l'intégration (Forum des jeunes) » ;
- ▶ La formation continue en entreprise des salariés et des employés qui a été reléguée au second plan « alors que la capacité des entreprises à être compétitives sur les marchés, en particulier sur les marchés nationaux ou subrégionaux, dépend d'abord et surtout de la compétence de leurs personnels (Concertation SP/SC) » ;
- ▶ Le renforcement des qualifications des artisans et des producteurs agricoles auxquels les gouvernements ne prêtent pas suffisamment attention (Concertation SP/SC et PQIP/DCTP).

La mise en œuvre de l'ensemble de ces initiatives suppose que les dispositifs existants

offrent des possibilités d'accès réguliers aux jeunes qui sont hors système scolaire et aux adultes au travail, ce qui est loin d'être le cas. Pourtant il n'y pas de développement durable sans une capacité des systèmes à adapter de manière continue les compétences des jeunes comme de la population active aux évolutions en cours.

Message 5 : il n'y a pas de réformes en profondeur sans prendre en compte les valeurs culturelles et éthiques spécifiques de l'Afrique

« La culture, l'histoire et les langues africaines doivent être placées au cœur du développement de l'éducation et de la formation afin que les jeunes acquièrent des compétences en lien étroit avec leur patrimoine spécifique. » Cette affirmation du « Forum des jeunes », qui rejoint les orientations et le travail du « PQIP sur l'alphabétisation et les langues nationales », met en évidence que l'entrée de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation réussira à la condition que les jeunes comme les adultes du continent s'approprient leur histoire culturelle et sociale et en fassent une richesse de leur citoyenneté active dans un monde de plus en plus globalisé.

Mais cette appropriation n'est pas seulement une action tournée vers le passé. Elle est également une tâche d'avenir dans la mesure où l'identité individuelle et collective se construit également « en rapport avec les problèmes réels rencontrés dans les sociétés africaines comme la corruption et les autres comportements à promouvoir ou à combattre (Forum des jeunes) ». L'apprentissage de l'éthique, de la citoyenneté et des droits de l'homme, de la paix et de la résolution des conflits (PQIP, Education à la paix) doit donc également être partie-prenante des compétences critiques à promouvoir et constituer un ensemble de valeurs culturelles et sociales sans lesquelles il n'y a pas de développement durable.

ADEA Triennale 2012: Journée Afrique-Corée du Sud

Ouagadougou, Burkina Faso
12 février 2012, Centre de conférence Ouaga 2000

La Corée partage son expérience en matière d'éducation avec l'Afrique

Une délégation ministérielle a présenté dimanche au centre international de conférences de Ouagadougou l'expérience de la Corée en matière d'Education. Selon le vice-ministre coréen de l'Education, Sang-jin Lee, l'enjeu de la rencontre était de montrer aux Africains comment un pays, dépourvu de ressources naturelles et minières, présentant le même niveau de développement que certains Etats africains il y a 50 ans, a réussi à se hisser au rang des Nations qui comptent en misant sur l'Education.

« Cette journée nous donne l'opportunité de partager avec vous des idées et des connaissances en matière d'éducation. Jamais la Corée n'a cessé de continuer à éduquer ses enfants. Je puis affirmer que c'est cette place privilégiée confiée à l'Education et la valorisation des Sciences et technologies qui ont permis à la Corée de passer de sa situation des années 50 à celle d'aujourd'hui », a indiqué M. Lee.

Il a exhorté les pays africains à s'inspirer de l'expérience coréenne pour bâtir des

systèmes éducatifs adaptés à leurs réalités spécifiques.

Tour à tour, les représentants de l'Institut coréen d'Education, de l'Université nationale de Séoul, de l'Institut coréen des Sciences et Technologie, de la Commission nationale coréenne pour l'UNESCO ont présenté les différentes stratégies de la Corée en matière d'Education, des Sciences et technologies et d'apprentissage tout au long de la vie.

« Nous voulons montrer le rôle essentiel joué par l'Education dans le développement national. Nous voulons surtout dire que si les Coréens peuvent, ce que les Africains peuvent aussi », a estimé Tae-wan Kim, qui a présenté « Le Rôle de l'Education dans le développement national de la Corée ».

Les différentes présentations de la délégation coréenne ont suscité un vif intérêt de la part des participants, notamment des ministres africains présents à la journée d'échanges qui ont souhaité obtenir de complément d'informations.

La journée de présentation de l'expérience coréenne intervient à la veille de l'ouverture de la Triennale de l'ADEA qui a pour thème principal « Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique : comment concevoir et édifier une réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation ».

Près de 800 personnes, parmi lesquels de nombreux chefs d'Etat, 60 à 70 ministres, sont attendus à la Triennale 2012. ▀



Les conflits détruisent l'éducation en Afrique

le rapport EPT appelle à une révision des priorités de l'aide internationale

Les conflits armés privent d'éducation des millions d'enfants africains qui sont violés, tués et attaqués dans leurs classes.

La violence à l'encontre des enfants est telle qu'il faudrait créer une Commission internationale sur la violence et la violence sexuelle avec le soutien de la Cour pénale internationale.

C'est une des recommandations du Rapport mondial de suivi (RMS) sur l'éducation pour tous en 2011 intitulé La crise cachée : les conflits armés et l'éducation. Le rapport indique que le monde n'est pas en voie de réaliser les six objectifs de l'éducation pour tous à l'horizon 2015. Plus de 160 pays avaient signé ces objectifs en 2000. En dépit des progrès dans de nombreux domaines, une grande partie des objectifs ne seront pas réalisées du fait de la guerre.

35 pays au total ont été frappés par des conflits armés sur la période 1999 à 2008, dont 15 en Afrique subsaharienne. En outre, environ 28 millions ou 42 % d'enfants en âge d'être en primaire sont déscolarisés et vivent dans ces pays pauvres touchés par les conflits.

Le rapport fixe un agenda exhaustif pour le changement, notamment des actions plus dures à l'encontre des violations des droits de l'homme, une révision des priorités de l'aide internationale, le renforcement des droits des personnes déplacées et une attention plus grande aux échecs scolaires qui peuvent accroître les risques de conflit.

Dans de nombreux pays comme le Tchad, la République démocratique du Congo (RDC),

le Libéria, le Rwanda et la Sierra Leone, les efforts pour améliorer l'accès à l'éducation ont été anéantis par l'utilisation largement répandue du viol et d'autres formes de violence sexuelle utilisées comme armes de guerre. L'insécurité et la peur liée à la violence sexuelle latente maintiennent les jeunes hors de l'école, notamment les filles.

Un tiers des viols rapportés en RDC concerne des enfants - 13 % ayant moins de 10 ans. En outre, les viols non déclarés dans les régions touchées par les conflits à l'est du pays représentent peut-être 10 ou 20 fois les chiffres déclarés. Ceci s'est traduit par 130 000 à 260 000 incidents en 2009 uniquement.

Le rapport appelle à mettre un terme à la culture de l'impunité qui entoure la violence sexuelle, et à une application plus rigoureuse

du droit international existant, et plus important encore, à la création d'une Commission internationale sur le viol et la violence sexuelle, avec l'appui de la Cour pénale internationale.

Une des conséquences des hostilités est le détournement des fonds publics alloués à l'éducation à des fins militaires. Beaucoup de pays parmi les plus pauvres dépensent considérablement plus pour les armes que pour enseigner à lire et à écrire aux enfants.

En Éthiopie, le budget militaire représente deux fois le budget de l'éducation primaire. D'après ce même rapport, le Tchad qui a son actif quelques uns des plus mauvais indicateurs de performance de l'éducation au monde dépense quatre fois plus pour les armes que pour les écoles primaires.

Par ailleurs, même l'aide des pays donateurs est détournée en faveur des activités militaires. Par exemple, les 16 milliards de dollars US de déficit de financement externe de l'éducation pour tous pourraient être comblés avec seulement six jours de dépenses militaires des pays donateurs.

Les agendas de sécurité des bailleurs de

fonds les ont également amenés à se concentrer sur un petit groupe de pays tout en négligeant un grand nombre des pays les plus pauvres

du monde. L'aide pour l'éducation de base a été multipliée par plus de cinq en Afghanistan au cours des cinq dernières années, mais a stagné ou augmenté légèrement dans des pays comme le Tchad et la République Centrafricaine.

Le rapport stipule que le système d'aide d'humanitaire oublie les enfants, et il appelle à une refonte majeure de l'aide pour l'éducation dans les régions et les pays touchés par les conflits. L'éducation ne

Le rapport appelle à mettre un terme à la culture de l'impunité qui entoure la violence sexuelle, et à une application plus rigoureuse du droit international existant

Faits et chiffres

Le rapport indique également que :

- ▶ Le nombre d'enfants déscolarisés diminue trop lentement.
- ▶ Un grand nombre d'enfants abandonne l'école avant d'avoir achevé un cycle primaire complet. En Afrique subsaharienne seule, chaque année 10 millions d'enfants abandonnent l'école primaire.
- ▶ Près de 38 % des adultes en Afrique subsaharienne – 167 millions de personnes – ne possèdent toujours pas les compétences de base en lecture. Plus de 6 sur 10 sont des femmes.

représente que 2 % de l'aide humanitaire, et seule une petite fraction de ces demandes sera réalisée (la phrase n'a pas de sens dans l'original). Le rapport indique également que les donateurs devraient mettre un terme à la fracture artificielle entre l'aide humanitaire et l'aide au développement à long terme.

D'après le rapport, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur d'un pays sont confrontées à d'importantes barrières à l'éducation. Il appelle les pays africains

à ratifier la Convention pour la protection et l'assistance des personnes déplacées à l'intérieur en Afrique, adoptée en 2009 à Kampala, qui renforce la protection juridique des personnes déplacées.

Le rapport met également en garde contre les échecs scolaires qui alimentent les conflits :

- ▶ La « bulle démographique de la jeunesse » : dans de nombreux pays touchés par les conflits, plus de 60 % de la population a moins de 25 ans, mais les

systèmes d'éducation n'offrent pas à la jeunesse les qualifications nécessaires pour s'affranchir de la pauvreté, du chômage et du désespoir économique qui souvent alimentent la violence.

- ▶ Le mauvais type d'éducation : l'éducation a le potentiel d'œuvrer en faveur de la paix, mais les écoles sont souvent utilisées pour renforcer les divisions sociales, l'intolérance et les préjugés qui mènent à la guerre.
- ▶ L'incapacité à construire la paix : l'éducation doit être intégrée dans des stratégies plus larges pour encourager la tolérance, le respect mutuel et la capacité à vivre en paix avec les autres.
- ▶ Pour réaliser l'éducation primaire universelle il faudrait 1,9 millions d'enseignants à l'horizon 2015, dont plus de la moitié en Afrique subsaharienne. ▶

Le FAWE fête ses 20 ans

Il a changé la vie des filles et des femmes

L'African Forum for Women Educationalists (Forum des éducatrices africaines) (FAWE) annoncera cette semaine les plans détaillés de la commémoration de deux décennies au cours desquelles il a exercé un impact considérable sur la vie des filles et des femmes.

La présidente du FAWE Aicha Bah Diallo dévoilera les détails d'une campagne de 20 jours prévue dans le cadre de ces célébrations et axée sur l'éducation.

Cela devrait se faire le jeudi lorsque le FAWE sera sur le devant de la scène lors de la plénière de la Triennale à partir de 16:30 pour conduire les discussions sur le rôle important des femmes dans le développement durable. Suivra un dîner de gala au cours duquel seront allumées les bougies d'anniversaire du FAWE.

Le FAWE est présent dans 32 pays où il a considérablement contribué à la promotion de la scolarisation des filles en Afrique subsaharienne.

Les écoles dans lesquelles le FAWE est intervenu ont enregistré des taux d'inscription, de rétention et d'achèvement plus élevés chez les filles. Les filles ont pu améliorer leurs résultats scolaires de manière générale et acquérir les compétences sociales qui leur permettent d'améliorer leur qualité de vie et d'accroître leurs chances dans la vie.

Le FAWE a commencé comme groupe de travail de l'ADEA en 1992 à l'initiative de cinq ministres de l'éducation— Vida Yeboa du Ghana, Simone de Comarmond des Seychelles, Paulette Missambo du Gabon,

le Dr Fay Chung du Zimbabwe, et Alice Tiendrebéogo du Burkina Faso.

Ces femmes ministres partageaient avec les représentants de l'agence donatrice la ferme conviction que les femmes occupant des postes de décision ont le potentiel de réellement impulser un changement.

Au fil des ans, le groupe de travail de l'ADEA sur la participation des femmes a évolué pour devenir une ONG panafricaine à part entière et dynamique, devenant ainsi un des plus grands succès de l'ADEA.

Le FAWE en tant que membre associé de l'ADEA continue de participer aux réunions du Comité directeur pour s'assurer que la question des femmes et des filles est bien présente dans l'ensemble de ses travaux. ▶

< continu de la page ...7

D'autres questions concernent les changements au niveau de la gestion des classes et de l'organisation de l'apprentissage ; les changements dans la gouvernance et l'organisation de l'école ; la philosophie et la culture des écoles ; les principes gouvernant les activités et les comportements des apprenants ; et les changements dans la manière dont les enseignants agissent avec le monde extérieur, des parents aux employeurs. En outre, les changements au niveau pédagogique posent aussi des problèmes aux directeurs d'école, aux superviseurs, aux personnels d'assurance qualité et d'appui professionnel, et surtout aux apprenants et à leurs parents.

L'inclusivité liée à la réalisation de l'égalité des opportunités pour tous les enfants, indépendamment de leur parcours, de leur situation personnelle et de leur âge s'instaure peu à peu, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour

< continu de la page ...11

L'Union africaine, l'UNESCO, la CENEA (Commission économique des Nations unies pour l'Afrique) et les Communautés économiques régionales sont à l'avant-garde de ces initiatives actuelles. Ceci est accepté comme un impératif : si les pays africains veulent être compétitifs, ils doivent regrouper leurs ressources limitées et maximiser les avantages des marchés régionaux. Les collaborations et la coopération ne se limitent pas au seul niveau régional, mais englobent les institutions et les entités internationales, offrant ainsi au continent des leçons vitales en termes de développement, d'organisation et de gestion de la science, la technologie et les innovations pour le développement durable.

Messages clés qui découlent du travail sur le sous-thème 3 :

Les pays doivent aller au-delà de l'articulation des politiques et de la mise en œuvre des politiques et des stratégies de science, technologie et innovation (STI) ;

s'assurer que tous les jeunes peuvent suivre des voies différentes et avoir toujours de fait accès aux possibilités de formation et d'enseignement supérieur. Il est suggéré que la façon dont les écoles se situent dans l'environnement plus large des structures de soutien offert par d'autres organismes publics et privés est un facteur important. Une stratégie pour faire face aux différents aspects de vulnérabilité non éducatifs consiste à faire des écoles des sites de soins et de soutien intégrés et exhaustifs nécessaires pour améliorer l'accès des enfants aux écoles, la rétention et les résultats dans les écoles ; cela est actuellement testé dans des pays membres de la SADC (Communauté pour le développement de l'Afrique australe).

L'environnement d'apprentissage des jeunes englobe également d'autres aspects liés à l'intégrité et au comportement moral de ceux qui traitent avec les jeunes. Les apprenants tireront profit d'une protec-

tion contre le harcèlement, les drogues, la violence et les conflits ; l'intégrité et le comportement éthique des fonctionnaires du gouvernement et des personnels éducatifs. Dans les pays sortant d'un conflit et confrontés à la tâche ardue de reconstruction de la société, le défi consiste à créer un environnement propice pour les jeunes, qui réponde à leurs besoins éducatifs de manière holistique et équitable. Ceci montre de manière plus urgente encore, les besoins plus larges des pays à produire des capacités efficaces en matière de politique, de planification et de gestion de l'éducation, conditions sine qua non pour permettre à l'éducation de contribuer au développement durable. ▶

Wim Hoppers et Amina Yekhef sont les coordonnateurs thématiques du sous-thème 1: Socle commun de compétences pour un apprentissage tout au long de la vie et le développement durable.

- ▶ Les investissements dans l'infrastructure et les capacités scientifiques et technologiques pour les jeunes sont essentiels pour permettre le développement futur des STI et des emplois en Afrique ;
- ▶ Tout en se félicitant de l'expansion continue des institutions d'enseignement supérieur, il faut que celle-ci s'accompagne d'améliorations de la qualité et que l'accent soit plus fortement mis sur les cours de sciences, technologie et ingénierie et sur la différenciation des institutions pour le développement des compétences ;
- ▶ L'accent devrait être mis sur les besoins scientifiques et technologiques stratégiques pour la croissance économique du continent ;
- ▶ L'ensemble des parties prenantes doivent se montrer persistantes dans leur lutte contre les inégalités dans les établissements d'enseignement supérieur, sur le plan du genre, des groupes sociaux et des communautés marginalisées, et
- ▶ Les parties prenantes devraient développer et mettre en œuvre des engage-

ments de coopération régionale dans les STI.

Pour que l'Afrique devienne compétitive sur le plan mondial et apporte une valeur ajoutée à ses produits et processus, le continent doit créer un environnement propice aux niveaux politique, économique et socioculturel qui facilite les investissements stratégiques pour l'acquisition, l'adoption et l'utilisation des connaissances, compétences et innovations scientifiques et technologiques. L'Afrique pourra ainsi s'affranchir de la pauvreté et de la marginalisation économique et prendre la place qui lui revient dans le développement durable mondial. ▶

Khadija Khoudari et Kabiru Kinyanjui sont les coordonnateurs thématiques du sous-thème 3. Il concerne l'acquisition tout au long de la vie de connaissances et compétences scientifiques et technologiques pour le développement durable de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation.

< continu de la page ...9

des compétences qui ne sont pas recherchées. Cela sape également la crédibilité de l'acquisition des compétences professionnelles en tant que réponse efficace au chômage des jeunes et à la réduction de la pauvreté. Les politiques nationales de DTCP devraient donc être basées sur une analyse appropriée du marché de l'emploi (le type de compétences que recherchent les employeurs), de l'éducation et du marché de la formation (le type de formation offerte), tout en s'intéressant aux phénomènes de l'élasticité professionnelle ou de l'évolution rapide de la typologie des professions.

Les compétences seules sont insuffisantes pour la croissance économique

La disponibilité des compétences, même celles de la plus haute qualité, ne constitue pas une condition suffisante pour l'amélioration de la productivité et la croissance économique. Les nouvelles technologies, les systèmes de production et les machines plus efficaces sont également importants et peuvent jouer un rôle essentiel dans l'amélioration de la productivité. Cependant, l'existence d'une main d'œuvre compétente et qualifiée est une condition nécessaire pour faire tourner le moteur de la croissance et aller vers la création de richesse. L'investissement dans les compétences devrait donc être accompagné par la modernisation et l'amélioration des systèmes de production.

< continu de la page ...17

les questions relatives aux divers rôles de la chaîne du livre dans une éducation et une formation au service du développement durable. D'autres pôles de qualité sont prévus dans les domaines de la profession enseignante, de l'enseignement supérieur et de la petite enfance.

Les politiques économiques commerciales et d'industrialisation ont un impact sur les perspectives d'emploi

Les politiques économiques publiques qui soutiennent les secteurs manufacturiers et productifs ou stimulent la création et la croissance des entreprises peuvent être à l'origine d'une plus forte demande de compétences employables. Avec la croissance des secteurs productifs de l'économie, on assiste à l'émergence d'opportunités nouvelles ou supplémentaires de formation à l'emploi et d'acquisition de compétences, et on voit un plus grand nombre de personnes trouver un emploi. Les effets de la mondialisation sur l'offre, la demande et les prix des biens importés ont également un impact sur l'employabilité. En effet, l'afflux de produits importés à bas prix sur le marché domestique peut avoir un impact négatif sur l'employabilité et les revenus des travailleurs qualifiés engagés dans la production locale de produits similaires exclus du marché par les importations moins chères. Par ailleurs, les économies faibles peuvent profiter de la mondialisation pour renforcer leurs efforts de développement des compétences en s'assurant que la main d'œuvre nationale profite des investissements étrangers dans les secteurs locaux manufacturiers et le développement de l'infrastructure à travers le processus de transfert de la technologie.

Toutes ces initiatives montrent que l'ADEA joue de plus en plus un rôle de catalyseur thématique et de coopération entre les divers acteurs et pays d'Afrique, ce qui est de la meilleure augure pour la réussite de la Triennale.

Conclusion

L'Afrique est confrontée à un énorme déficit de son infrastructure socio-économique, en termes de routes, de logements, d'alimentation électrique, de système d'approvisionnement en eau et de système sanitaire, de télécommunications et de transports adéquats. Une main d'œuvre qualifiée est nécessaire pour permettre la construction et le maintien de ce type d'infrastructure. Les gens existent, mais les compétences font défaut. La population en âge de travailler en Afrique (15 à 64 ans) qui représente aujourd'hui 500 millions de personnes, devrait dépasser les 1,1 milliard à l'horizon 2040. Le défi est de savoir comment offrir à cette importante main d'œuvre potentielle l'éducation et les compétences nécessaires à une croissance socio-économique durable. Répondre à ce défi exigera l'application efficace de politiques et de stratégies nationales axées sur le développement de compétences professionnelles et techniques tout au long de la vie et fortement enracinées dans les systèmes nationaux de connaissances et de valeurs.

Georges Afeti et Ayélé Léa Adubra sont les coordonnateurs thématiques pour le sous-thème 2 sur le développement des compétences techniques et professionnelles tout au long de la vie pour une croissance socio-économique durable de l'Afrique

Richard Walther est l'un des coordonnateurs généraux de la Triennale.



Documents produits pour la Triennale 2012

Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique : Comment concevoir et édifier une réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation

- ▶ Synthèse générale. Des connaissances, compétences et qualifications critiques pour un développement accéléré et durable de l'Afrique (Mamadou NDOYE et Richard WALTER)
- ▶ Introduction aux problématiques et résultats de la Triennale 2012 de l'ADEA : résumé synthétique (Compiled et organized by ADEA Secretariat)
- ▶ Sous-thème 1 : Socle commun de compétences pour un apprentissage tout au long de la vie et le développement durable en Afrique (Wim HOPPERS et Amina YEKHLEF)
- ▶ Sous-Thème 2 : Développement des compétences techniques et professionnelles tout au long de la vie pour une croissance socio-économique durable de l'Afrique (George AFETI et Ayélé Léa ADUBRA)
- ▶ Sous thème 3 : Acquisition des compétences scientifiques et technologiques, tout au long de la vie, pour le développement durable de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation (Kabiru KINYANJUI et Khadija KHOUDARI)

Sous-thème 1. Socle commun de compétences pour un apprentissage tout au long de la vie et le développement durable en Afrique

- ▶ Les pratiques d'éducation et de formation non-formelle des jeunes et adolescents au Burkina Faso : leçons apprises du développement des compétences essentielles et de la préparation à la formation professionnelle (Bouma Jean-Paul BAZIE)
- ▶ L'Évaluation de la mise en œuvre du projet Fight Against Corruption Through School au Cameroun PHASE 2 (FACTS II) (M. TAMO)
- ▶ Vers un système d'éducation de base équitable et inclusif : L'expérience du Kenya (Evangeline NJOKA ; Donvan AMENYA ; Evelyn KEMUNTO ; Daniel Ngaru MURAYA ; Joel ONGOTO et Etrew Rasugu RIECHI)
- ▶ Étude relative aux réformes en cours des systèmes nationaux d'éducation et/ou de formation : les réformes curriculaires en Education : l'expérience malienne (Bonaventure MAÏGA ; Youssouf KONETI et Bakary SAMAKE)
- ▶ Comment atteindre les élèves défavorisés en matière d'éducation en Afrique en se référant plus particulièrement au cas du Nigéria (Ibrahima BAH-LALYA ; Charles Oghenerume ONOCHA ; Kaviraj SUKON et Gidado TAHIR)
- ▶ Approches de formation originales pour l'autonomie des communautés rurales et le développement durable (Mary-Luce FIAUX NIADA ; Gifty GUIELLA NARH ; Gérard Adama KABORÉ ; Marie-Thérèse SAUTEBIN et Thérèse DORNIER-TOURÉ)
- ▶ L'enseignement des sciences pour développer un socle de compétences nécessaires pour le développement scientifique et technologique. Expériences du Japon et de l'Afrique (Atsushi MATACHI)
- ▶ Études transnationales sur un socle commun de compétences, une contribution durable à la qualité dans l'éducation et à la cohésion sociale au sein de la société (Katrin KOHLBECHER ; Annette SCHEUNPFLUNG et Mark WENZ)
- ▶ Reconnaissance et validation des apprentissages formels et informels, et les Cadres Nationaux de Qualification : Leviers cruciaux pour un apprentissage tout au long de la vie et un développement durable des compétences : Analyse comparative de six pays africains (Shirley STEENEKAMP ; Madhu SINGH)
- ▶ Study on Key Issues et Policy Considerations in Promoting Lifelong Learning in Selected African Countries Ethiopia, Kenya, Namibia, Rwanda et Tanzania (Peter ROSLETER ; Shirley WALTERS et Jin YANG)
- ▶ Les violences de genre en milieu scolaire comme facteur de déscolarisation en Afrique subsaharienne francophone (Pauline CHABBERT ; Marie DEVERS ; Elise HENRY et Elisabeth HOFMANN with Halim BENABDALLAH)
- ▶ Compétences-type en éducation liées au travail en faveur d'un développement durable : synthèse des publications de l'UNESCO-UNEVOC et autres (Teeluck BHUWANEE)
- ▶ État de la mise en œuvre du Programme d'éducation de base en Afrique : Réagir à l'appel à l'action de Kigali – Études de cas de 3 pays (Ann Therese NDONG-JATTA ; Hassana ALIDOU ; Saidou Sireh JALLOW et Fatoumata MAREGA)
- ▶ Développement professionnel des enseignants dans le cadre d'une Éducation en faveur d'un Axe de développement durable en Afrique du Sud : Mise au point d'un réseau, d'un cadre de programme d'enseignement et de ressources destinés à la formation des enseignants (Katrin KOHLBECHER ; Heila LOTZ-SISITKA)

- ▶ Apporter soins et soutien aux enseignants et aux apprenants : une initiative SADC pour garantir l'exercice des droits à l'éducation des enfants et adolescents vulnérables (Lynn VAN DER ELST ; Manasa DZIRIKURE ; Maureen KING ; Michael MAIN ; Lomthetazo MAVIMBELA ; Mhle MTHIMKHULU ; Eva SCHIERMEYER)
- ▶ Le socle commun de compétences pour un apprentissage tout au long de la vie. Quelles capacités, connaissances et compétences faut-il acquérir et comment ? Contribution sous l'angle de la Pédagogie du Texte. (Antonio FAUNDEZ ; Fabienne LAGIER et Ediveta MUGRABI ; Maxime ADJANOHOOUN ; Gisela CLAVIJO M. ; Alassane DANGO ; Blaise DJHOUESSI ; Ibrahim FARMO ; Soumana HASSANE ; Edier HENAO H. ; Maria KERE ; Boukari OUSSEINI ; Rabi SAIDOU ; Antonio SANCHEZ ; Lopes TEIXEIRA ; Octavio Florenço VARELA et Rufine Sama YEKO)
- ▶ Façonner le système de l'éducation de base pour tenir compte de la vision du développement durable au Ghana (Joshua J. K. BAKU ; Isaac K. ASIEGBOR et Felicia BOAKYI-YIADOM)
- ▶ Les TIC pour enseignants et apprenants dans l'éducation de base appliquées au développement des compétences essentielles en vue de l'apprentissage tout au long de la vie: une étude transnationale au Ghana et au Mali (Joshua J. K. BAKU ; Dzigbordi Ama BANINI et B. M. GUIDO)
- ▶ Nos enfants apprennent-ils ? Évaluation des résultats éducatifs d'élèves en Tanzanie, Kenya et Ougeta (John MUGO et Suleman SUMRA)
- ▶ Approche systémique à l'initiation à l'environnement : vers une Afrique durable (Sushita GOKOOL-RAMDOO ; Ravhee BHOLAH et Anwar RUMJAUN)
- ▶ Analyse des coûts/bénéfices d'un programme d'éducation utilisant la Pédagogie du Texte : l'expérience de Monde des Enfants à Tahoua au Niger (Fabienne LAGIER ; Soumana HASSANE et Amadou WADE DIAGNE)
- ▶ Leçons apprises de sa mise à l'essai dans quelques pays africains du cadre d'orientation stratégique de l'éducation non formelle dans le cadre de la vision holistique, intégrée et diversifiée de l'éducation tout le long de la vie (Amadou WADE DIAGNE)
- ▶ Les publications du Lancet sur le développement de la petite enfance (2007, 2011) : que savons-nous et en quoi est-ce pertinent pour l'Afrique? (Pablo A. STANSBERY ; M. BLACK ; P. L. ENGLE ; S. MCGREGOR ; T. WACHS et S. WALKER)
- ▶ Alphabétisation dans les petites classes en Afrique : Enseignements tirés et orientations pour l'avenir (Pablo A. STANSBERY ; Carole BLOCH ; Amy Jo DOWD ; Benjamin PIPER et Barbara TRUDELL)
- ▶ Etude d'une formule d'éducation alternative viable à l'autonomisation des jeunes issus des communautés pastorales/nomades: cas du Burkina Faso, du Niger, du Mali, du Nigeria, de la Mauritanie et du Kenya (Mary-Luce ; Abdu Umar ARDO ; Hassane BAKA ; Boubacar BARRY ; Nicole GANTENBEIN ; Abdourahmane Ag El MOCTAR ; John Kabutha MUGO ; Amadou SIDIBE et Ousmane SOW)
- ▶ Argumentaire en faveur de systèmes d'éducation et de formation plus appropriés aux modes de vie et intérêts des populations pastorales nomades (Mary-Luce FIAUX NIADA)
- ▶ Etude de cas sur les matériels didactiques utilisés pour dispenser les connaissances et les aptitudes - ou les curricula par compétences (en Tanzanie) (Herme J. MOSHA)
- ▶ L'éducation en situation de reconstruction : Pratiques prometteuses et défis dans quatre pays en situation d'après-crise (Angela ARNOTT et l'équipe du GTGEAP de l'ADEA)
- ▶ École coranique et éducation en vue du développement durable en Afrique : Le cas du Kenya (Equipe du GTGEAP de l'ADEA)
- ▶ Une étude de cas sur la préparation à la scolarité et la transition en Gambie (Musa SOWE ; Mariavittoria BALLOTTA ; Vanya BERROUET ; Sven COPPENS ; Rokhaya Fall DIAWARA ; Jenieri SAGNIA et Yumiko YOKOZEKI)

Sous-thème 2. Développement des compétences techniques et professionnelles tout au long de la vie pour une croissance socio-économique durable de l'Afrique

- ▶ L'Enseignement technique et la formation professionnelle du Burundi: Vers une nouvelle structure participative de pilotage et un nouveau système de cofinancement (Pascal NSHIMIRIMANA)
- ▶ La Maison Ecole: Facteur d'insertion et réinsertion des filles-mère en difficulté (Maurice BANOUKOUTA et Gaston DZONDHAULT)
- ▶ La Professionnalisation de l'Enseignement Agricole en R. D. Congo (Emmanuel MADILAMBA YAMBA-YAMBA)
- ▶ Approche globale à la réforme de la politique et de la gouvernance du développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) : le cas du Ghana (Dan BAFFOUR-AWUAH et Samuel THOMPSON)
- ▶ Réforme de la formation des enseignants EFTP au Kenya : Surmonter les difficultés de qualité (Ahmed FERREJ ; Kisilu KITAINGE et Ooko ZACHARY)
- ▶ Reconnaissance des acquis de l'expérience : l'exemple de l'île Maurice (Kaylash ALLGOO ; Ramesh RAMDASS et Urvasi G SANTOKHEE)
- ▶ L'étude d'évaluation de l'impact du projet de revitalisation de l'EFP UNESCO-Nigeria (Masud KAZAURE et Engr. A D K MUHAMMAD)
- ▶ La gestion partenariale des Centres de Formation Professionnelle en Tunisie (Abdelaziz HALLEB)
- ▶ Le PRODEFPE : un outil de développement des compétences pour la promotion de l'emploi au Mali, de la croissance et de la compétitivité des ressources humaines (Traoré Cheick FANTAMADY)
- ▶ Le développement et l'utilisation d'un Système d'information sur le Marché du Travail (SIMT) : la Gambie, étude (Franklyn LISK)

- ▶ La contribution des centres d'éducation non formelle dans le développement des compétences du secteur primaire : cas du Centre Songhaï du Bénin (Thierry Claver HOUNTONDJI ; Sylvère HOUNDJEMON ; Guy LOUEKE et Placide WANKPO)
- ▶ Etude thématique transnationale sur les dispositifs et modes d'insertion professionnelle (Afrique de l'Ouest) (Amara KAMATE ; Emile BIH ; Philippe N'DRI et Roch YAO GNABELI)
- ▶ La restauration de l'EFTP dans le cadre des réformes éducatives au Rwanda, le cas du partenariat public-privé dans l'EFTP rwandais (John GAGA et Ibrahim C. MUSOBO)
- ▶ Cadres nationaux de qualifications selon les traditions françaises et anglo-saxonnes. Considérations pour le développement (Kaylash ALLGOO ; Anne Marie CHARRAUD et James KEEVY)
- ▶ Développer les compétences pour améliorer les moyens de subsistance (Katrin KOHLBECHER ; Susanna ADAM)
- ▶ Leçons à tirer d'une sélection de Cadres Nationaux de Qualifications en Afrique sub-saharienne (Katrin KOHLBECHER ; Werner HEITMANN)
- ▶ Renforcement des synergies sous-régionales sur l'EFTP pour l'Emploi des jeunes : Développement d'une Task-Force Inter-Agences pour la revitalisation de l'EFTP dans les Pays Membres de la zone CEDEAO (Ann-Therese NDONG-JATTA ; Hassana ALIDOU ; Hervé HUOT-MARCHE et Saidou JALLOW)
- ▶ Intégrer l'éducation de base, les compétences de vie et professionnelles dans une approche systémique de l'éducation des adultes et non formelle : Expériences, enseignements et perspectives – l'exemple de l'Éthiopie (Katrin KOHLBECHER ; Sonja BELETE ; Ivon LABERGE et Gerhard QUINCKE)
- ▶ Renforcement souple des compétences. Utiliser les technologies pour améliorer la pertinence et la réactivité de l'EFTP (Alison MEAD RICHARDSON)
- ▶ Enjeux, défis et actualité de la formation agricole et rurale en Afrique francophone : quelques pistes de réflexion et de travail (Igor BESSON)
- ▶ Expérience conjointe SADEC- UNESCO (Lina Maria BELTRAN ESPINOSA ; Rosalina MAPONGA ; Lomthetazo MAVIMBELA et Saul MURIMBA)
- ▶ Le rôle des ONG dans la promotion de modèles de DCTP innovants et dans la recherche de nouveaux partenariats : une analyse du rôle des réseaux professionnels et de la coopération nord-sud – examen de la littérature et études de cas (Annemette DANIELSEN et Eva IVERSEN)
- ▶ La Recherche sur les compétences techniques et professionnelles permettant l'insertion : Etat de lieux, contraintes et perspectives dans 5 pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Mali) (François Joseph AZOH ; Michel CARTON ; Frédérique WEYER)
- ▶ Étude comparative sur le genre et le développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) au Libéria et en Sierra Leone : de la définition des politiques à l'action (Oley DIBBA-WADDA ; Marema DIOKHANE DIOUM)
- ▶ Analyse de l'expérience du collège communautaire du Nouveau Brunswick (CCNB) (Efia R. ASSIGNON et Liane ROY)

Sous-thème 3. Acquisition des compétences scientifiques et technologiques, tout au long de la vie, pour le développement durable de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation

- ▶ Impact des dernières réformes dans le secteur des sciences et technologies au Kenya : cas du financement (Mwangi GITHIRU ; James Mwangi KIBURI et David M. NGIGI)
- ▶ Assurance qualité à travers la coopération régionale : Initiative IUCEA/DAAD d'assurance qualité en Afrique de l'Est (Katrin KOHLBECHER ; Christoph HANSERT ; Mike KURIA et Mayunga NKUNYA)
- ▶ Renforcer les liens entre le secteur industriel et productif et les institutions d'enseignement supérieur en Afrique (Margaux BELLET ; Teralynn LUDWICK et John SSEBUWUFU)
- ▶ Évaluer la capacité de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) à mettre en œuvre les accords internationaux relatifs à l'environnement, au développement durable (Katrin KOHLBECHER ; Tafadzwa MARANGE ; Christopher MASARA ; Mutizwa MUKUTE ; Heila LOTZ-SISITKA et Tichaona PESANAYI)
- ▶ Offrir des qualifications de l'enseignement supérieur pertinentes dans le contexte de la mondialisation : analyse du concept des « centres d'excellence africains ». Document de travail (Katrin KOHLBECHER ; Barbara DREXLER ; Michael HÖRIG et Thomas SCHMIDT)
- ▶ Relever les capacités scientifiques et technologiques des pays du Maghreb; vers de nouveaux défis pour la région (Hatem M'HENNI)
- ▶ L'Innovation comme base du développement durable de l'Afrique (Victor AGBEGNENOU ; Gnamine AGAREM ; Assimesso ALOUDA ; N'Golo BOUARE ; Hamidou BOLY ; Mamadou DANSOKHO ; Bruno ETO ; Eric FABRE ; Serge HETHUIN ; Nnenna Déborah MKPA ; Michael MWANGI ; Okenwa ONYIEJE ; Christian SALAUN ; Mouhamadou SALL et Tiéba TRAORE)
- ▶ Transfert des technologies. Quel modèle pour l'Afrique ? (Naima ABBADI)
- ▶ Utilisation de l'EDAL et des TIC pour développer les compétences des populations difficiles à atteindre (Kaviraj S. SUKON ; Dev K. BOOJIHAWON ; Godson GATSHA et Shireen PANCHOO)

Triennale 2012 de l'ADEA sur l'éducation et la formation en Afrique

(Ouagadougou, Burkina Faso, 11-17 février 2012)

Samedi 11 février 2012

Journée de la diaspora

Dimanche 12 février 2012

Journée Afrique-Corée du Sud

Lundi 13 février 2012

Cérémonie officielle d'ouverture

SESSION I

Exposés introductifs sur le travail analytique et les consultations relatives à l'éducation et à la formation pour un développement durable

Mardi 14 février 2012

Séance plénière

Introduction aux sous-thèmes et aux sessions parallèles

Sessions parallèles

- Développement de la petite enfance, langue et alphabétisation, et culture de la lecture
- Compétences de vie/compétences sociales, éducation pour la paix et gestion des réponses en situation de post-conflit
- Réforme curriculaire, pédagogie, formation et évaluation des enseignants
- Voies alternatives d'éducation, inclusion sociale, compétences pour le développement rural et nécessité des partenariats

Mercredi 15 février 2012

Session 3

Sessions parallèles

- Compétences pour l'employabilité et l'emploi

Les dates étant susceptibles de changer veuillez consulter le site web de l'ADEA (www.adeanet.org)

- CNQC et reconnaissance des acquis de l'expérience
- Développement des compétences et emploi dans le secteur informel : compétences pour le développement rural et le secteur agricole
- Coût et financement du DCTP

Sessions parallèles

Panel sur les situations et problèmes des jeunes

Jeudi 16 février 2012

Forum des Ministres Africains

Session 4

Sessions parallèles

- Articulation, intégration et mise en œuvre des politiques STI à l'échelon national
- Qualité, recherche & développement, innovations et enseignement supérieur en Afrique
- Jeunes, sciences et technologie et création d'emplois : DCTP de niveau supérieur et mutations économiques
- Construire et renforcer la coopération régionale

Séance plénière

Secteur privé et croissance inclusive : de la nécessité d'un cadre macroéconomique et du rôle de l'éducation et de la formation

Le rôle crucial des femmes dans le développement durable : implications pour l'éducation et la formation

Vendredi 17 février 2012

Session 5

Environnements et facteurs propices

Séance plénière

Gouvernance, éthique et valeurs : les conditions clés d'un développement durable

Séance plénière

Constituer des partenariats clés durables : acteurs publics, acteurs privés, société civile et cadres de coopération sous-régionaux et régionaux

Séance plénière

Concevoir un cadre de suivi de la Triennale : rôles et responsabilités

Marche à suivre et remarques conclusives

Conférence de presse finale

du 11 au 17 février 2012

Foire de l'innovation et des connaissances



La lettre de l'ADEA

Lettre d'information trimestrielle publiée par l'ADEA

Prière d'adresser toute correspondance à :
Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

Banque africaine de développement (BAD) –
Agence temporaire de relocalisation (ATR)
13 avenue du Ghana – BP 323 – 1002 Tunis
Belvédère – Tunisie

tél. : +216/ 71 10 39 86 – fax : +216/ 71 25 26 69

mél : adea@afdb.org –

site web : www.adeanet.org

Equipe éditoriale :

Rédactrice en chef : Thanh-Hoa Desruelles

Appui éditorial : Cornia Pretorius, Abba Seidik

Maquette et mise en page : Marie Moncet

Relecture : Nathalie Montagu

Imprimé par Institut graphique du Faso,
Ouagadougou

Les points de vue et opinions exprimés dans les articles signés de la lettre d'information de l'ADEA sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à toute autre organisation, ou à tout autre individu.